

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 98

13 janvier 2016

### SOMMAIRE

CI Kent S.A. ....	4658	Jetmoon .....	4686
Clifford Chance .....	4658	KKR Irish Parent S.à r.l. ....	4690
Clifford Chance GP .....	4658	Lafiduciaire S.à r.l. ....	4663
Coiffure Lydie S.à r.l. ....	4658	Lanai S.A. ....	4662
De Bei'ermann S.à r.l. ....	4658	Lazulli Holding S.A. ....	4663
Elim S.A. ....	4662	LBREP II Master & PP S.à r.l. ....	4663
ESOP (Lux) .....	4660	L'Ecluse Investissements S.à r.l. ....	4704
Faris S.A. ....	4660	LEROS HOLDING S.A., société de gestion de patrimoine familial .....	4663
FastFrate Luxco Sàrl .....	4661	LEROS HOLDING S.A., société de gestion de patrimoine familial .....	4664
Fid-Experts S.A. ....	4659	Letterone Investment Holdings S.à r.l. ....	4693
Fitflop International S.à r.l. ....	4702	Liferar S.A. ....	4664
Floreal S.A. ....	4659	Liferla S.A. ....	4664
Freund Invest S.A. ....	4659	Lifertan S.A. ....	4664
Gabbana S.à r.l. ....	4660	Loyalty Partner Holdings S.A. ....	4664
Galene Event Int. ....	4661	Lukamar Lux S.à r.l. ....	4695
Garlaban S.A. ....	4661	Luxembourg International Investment Com- pany (L I I C) S.A. ....	4663
Gergana Investments S.A. ....	4661	Patron Turner S.à r.l. ....	4704
Gestion Fiera Capital S.à r.l. ....	4690	Saransk Gas S.A. ....	4686
Giro S.à r.l. ....	4662	Still@Services S.à r.l. ....	4661
Glencove Luxembourg S.à r.l. ....	4659	Still@Services S.à r.l. ....	4660
Globe Luxembourg SCA .....	4659	Still@Services S.à r.l. ....	4660
GP Lux Investissements S.à r.l. ....	4662		
Greendale .....	4662		
Hydrangea S.à r.l. ....	4665		
Ifore SICAV-SIF S.C.A. ....	4682		

**De Bei'ermann S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4959 Bascharage, 13, Zone Artisanale Op Zaemer.

R.C.S. Luxembourg B 44.756.

Le bilan au 31.12.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 novembre 2015.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L-1013 Luxembourg

Référence de publication: 2015185870/14.

(150207612) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2015.

---

**Clifford Chance GP, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1330 Luxembourg, 10, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 187.001.

Les comptes annuels au 30 avril 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 novembre 2015.

Référence de publication: 2015185843/10.

(150207543) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2015.

---

**CI Kent S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 22, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 134.943.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015185854/10.

(150207550) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2015.

---

**Coiffure Lydie S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5539 Remich, 2, place Nicolas Klopp.

R.C.S. Luxembourg B 164.954.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015185857/10.

(150207479) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2015.

---

**Clifford Chance, Société en Commandite simple.**

Siège social: L-1330 Luxembourg, 10, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 185.112.

Les comptes annuels au 30 avril 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 novembre 2015.

Référence de publication: 2015185842/10.

(150207544) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2015.

---

**Globe Luxembourg SCA, Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 176.822.

Les comptes annuels audités au 31 décembre 2014, ainsi que les informations et documents annexes ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 novembre 2015.

*Pour Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.*

Gaëlle Attardo-Kontzler

*Mandataire*

Référence de publication: 2015187748/14.

(150209571) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2015.

**Floreal S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 49, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 177.029.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 novembre 2015.

Référence de publication: 2015187733/10.

(150209788) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2015.

**Freund Invest S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 47.130.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015187737/10.

(150209725) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2015.

**Glencove Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 182.364.

Le Bilan au 31.12.2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015187745/10.

(150209842) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2015.

**Fid-Experts S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3739 Rumelange, 29, rue des Martyrs.

R.C.S. Luxembourg B 82.501.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Version abrégée du dépôt des comptes annuels (art.81 de la Loi du 19 décembre 2002)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015187726/10.

(150209885) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2015.

**Still@Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1450 Luxembourg, 36, Côte d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 116.096.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Gatien Laloux / Emmanuelle Paquot

*Administrateur / Administrateur*

Référence de publication: 2015187719/11.

(150209695) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2015.

**Still@Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1450 Luxembourg, 36, Côte d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 116.096.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Gatien Laloux / Emmanuelle Paquot

*Administrateur / Administrateur*

Référence de publication: 2015187720/11.

(150209864) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2015.

**Faris S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-2320 Luxembourg, 67, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 37.663.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

*Mandataire*

Référence de publication: 2015187723/11.

(150209776) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2015.

**Gabbana S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6131 Junglinster, Zone industrielle et commerciale Langwies.

R.C.S. Luxembourg B 67.033.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

*Pour la société*

Référence de publication: 2015187751/11.

(150210033) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2015.

**ESOP (Lux), Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 96.937.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ESOP (Lux)

Référence de publication: 2015187696/10.

(150209585) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2015.

**FastFrate Luxco Sàrl, Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.525,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 134.725.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 novembre 2015.

*Pour Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.*

Gaëlle Attardo-Kontzler

*Mandataire*

Référence de publication: 2015187705/13.

(150209561) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2015.

**Still@Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1450 Luxembourg, 36, Côte d'Eich.  
R.C.S. Luxembourg B 116.096.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Jean-Yves STASSER

*Gérant unique*

Référence de publication: 2015187718/11.

(150209678) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2015.

**Galene Event Int., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8832 Rombach, 3, rue des Tilleuls.  
R.C.S. Luxembourg B 145.502.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2015187752/9.

(150209493) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2015.

**Garlaban S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 99.955.

Les comptes annuels au 30 Juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

GARLABAN S.A.

*Signatures*

Référence de publication: 2015187755/11.

(150209911) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2015.

**Gergana Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2562 Luxembourg, 4, place de Strasbourg.  
R.C.S. Luxembourg B 168.332.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015187761/10.

(150209814) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2015.

**Giro S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7680 Waldbillig, 22, rue André Hentges.  
R.C.S. Luxembourg B 156.484.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature  
*La gérance*

Référence de publication: 2015187769/11.

(150209612) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2015.

---

**GP Lux Investissements S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 40.000,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.  
R.C.S. Luxembourg B 159.876.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 19 novembre 2015.

Référence de publication: 2015187772/10.

(150210065) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2015.

---

**Greendale, Société Anonyme.**

Siège social: L-8308 Capellen, 89E, Parc d'Activités.  
R.C.S. Luxembourg B 62.079.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2015187778/9.

(150209857) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2015.

---

**Elim S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2352 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Probst.  
R.C.S. Luxembourg B 107.498.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*  
*Un mandataire*

Référence de publication: 2015187686/11.

(150209924) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2015.

---

**Lanai S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.  
R.C.S. Luxembourg B 129.994.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.  
Boulevard Joseph II  
L-1840 Luxembourg  
Signature

Référence de publication: 2015187886/13.

(150209541) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2015.

---

**Luxembourg International Investment Company (L I I C) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.  
R.C.S. Luxembourg B 136.700.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19/11/2015.  
G.T. Experts Comptables Sàrl  
Luxembourg

Référence de publication: 2015187876/12.

(150209899) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2015.

**Lafiduciaire S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3474 Dudelange, 1, rue Auguste Liesch.  
R.C.S. Luxembourg B 132.480.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015187885/10.

(150210174) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2015.

**Lazulli Holding S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.  
R.C.S. Luxembourg B 97.577.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LAZULLI HOLDING SA  
Société Anonyme

Référence de publication: 2015187889/11.

(150209482) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2015.

**LBREP II Master & PP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 1.000.000,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.  
R.C.S. Luxembourg B 138.904.

Le bilan au 31.12.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 06 novembre 2015.

Référence de publication: 2015187890/10.

(150210027) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2015.

**LEROS HOLDING S.A., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.  
R.C.S. Luxembourg B 38.005.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 19 novembre 2015.

Référence de publication: 2015187892/11.

(150209645) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2015.

**LEROS HOLDING S.A., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 38.005.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 novembre 2015.

Référence de publication: 2015187893/11.

(150209646) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2015.

---

**Loyalty Partner Holdings S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1B, rue Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 110.640.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 novembre 2015.

Référence de publication: 2015187874/10.

(150209701) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2015.

---

**Liferar S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 37.259.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LIFERAR S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2015187897/11.

(150209600) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2015.

---

**Liferla S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 40.766.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LIFERLA S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2015187901/11.

(150209930) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2015.

---

**Lifertan S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 40.755.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LIFERTAN S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2015187903/11.

(150209946) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2015.

---



**Hydrangea S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 55, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 201.256.

—  
**STATUTES**

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-ninth day of October.

Before Maître Danielle KOLBACH, notary residing in Redange-sur-Attert, Grand Duchy of Luxembourg.

**THERE APPEARED:**

PRAXISIFM TRUST (NZ) LIMITED, a limited company incorporated under the Companies Act 1993 of New Zealand, registered with the Registrar of Companies of New Zealand under number 1950846 and NZBN 9429033345642 having its registered office at Level 11, HSBC Tower, 62 Worcester Boulevard, Christchurch 8140, New Zealand acting as trustee of THE MONDPLAAS NZ TRUST a trust established and existing under the laws of England and Wales, having its office address at Level 11, HSBC Tower, 62 Worcester Boulevard, Christchurch 8140, New Zealand (the “Sole Shareholder”)

hereby represented by Mrs. Delphine TEMPE, Attorney at Law, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy established under private seal.

The said proxy after having been signed "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to enact the following:

- That it is the Sole Shareholder of the public limited company existing under the name of “Hydrangea N.V.” governed by the laws of Curaçao, having its statutory seat in Curaçao and its office address at Van Engelenweg 23, Curaçao, and registered with the Commercial Registry of the Chamber of Commerce and Industry under number 85729 (0) (hereafter referred to as the “Company”).

- That by resolution validly adopted by the Sole Shareholder and laid down in a notarial report executed in a deed on 29 October 2015, it has been resolved to (i) transfer the registered office, the principal establishment and the central administration of the Company from Curaçao to Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg) and further (ii) convert the Company and adopt the form of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) effective as of the date of the present meeting, without the Company being dissolved but on the contrary with corporate continuance. A copy of said resolution shall remain annexed to the present deed.

- That the share capital of the Company is currently set at one hundred fifty-nine thousand nine hundred United States Dollars (USD 159,900.-) represented by one hundred fifty-nine thousand nine hundred (159,900) shares, with a nominal value of one United States Dollars (USD 1.-) each, all subscribed and fully paid-up.

The appearing party, duly represented as stated hereinabove, having recognized to be fully informed of the resolutions to be taken, has decided to vote on all items of the following agenda:

a) Transfer of the registered office, the principal establishment and the central administration of the Company from Curaçao to Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg) with immediate effect and without prior dissolution of the Company but in continuation of the legal entity of the Company in the Grand-Duchy of Luxembourg and in conformity with the Luxembourg laws;

b) Adoption by the Company of the legal form of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) with the corporate denomination Hydrangea S.à r.l. and acceptance of the Luxembourg nationality arising from the transfer of the registered office, the principal establishment and the central administration of the Company to the Grand-Duchy of Luxembourg and the conversion of the Company into a private limited liability company (société à responsabilité limitée);

c) Amendment of the corporate object of the Company which shall be read as follows:

“ **2.1.** The object of the Company is (i) the holding of participations and interests in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies, partnerships or other entities, (ii) the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stocks, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and (iii) the acquisition, ownership, administration, development, management and disposal of its portfolio. The Company may enter into any agreements relating to the acquisition, subscription or management of the aforementioned instruments and the financing thereof.

**2.2.** The Company may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds, debentures, notes and other instruments convertible or not, without a public offer.

**2.3.** The Company may grant assistance and lend funds to its subsidiaries, affiliated companies, to any other group company as well as to other entities or persons provided that the Company will not enter into any transaction which would be considered as a regulated activity without obtaining the required licence. It may also give guarantees and grant security in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other group company as well as other entities or persons provided that the Company will not enter into any transaction which

would be considered as a regulated activity without obtaining the required licence. The Company may further mortgage, pledge, transfer, encumber or otherwise hypothecate all or some of its assets.

**2.4.** The Company may generally employ any techniques and utilize any instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including the entry into any forward transactions as well as techniques and instruments designed to protect the Company against credit risk, currency fluctuations, interest rate fluctuations and other risks.

**2.5.** In a general fashion it may grant assistance to affiliated companies, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

**2.6.** The Company may carry out any commercial or financial operations and any transactions with respect to movable or immovable property, which directly or indirectly further or relate to its purpose.”

d) Approval of the financial statements of the Company as of 29 October 2015 and determination of the share capital of the Company;

e) Amendment and full restatement of the Company's articles of association so as to conform them to the laws of Luxembourg, as a consequence of the Company becoming a Luxembourg law governed company subject to, among others, the law dated 10 August 1915, on commercial companies, as amended;

f) Acknowledgement of the resignation of C.T.M. Corporation, as managing director of the Company;

g) Appointment of Mr. Bakary Sylla and Mrs. Martina Schümann as new managers (gérants) of the Company, determination of their powers as well as the term of their mandate;

h) Establishment of the registered office of the Company at 55 Avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg); and

i) Miscellaneous.

Consequently, on the basis of the above agenda, the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

#### *First resolution*

The Sole Shareholder RESOLVES to transfer the registered office, the principal establishment and the central administration of the Company from Curaçao to Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg) with immediate effect and without prior dissolution of the Company but in continuation of the legal entity of the Company in the Grand-Duchy of Luxembourg and in conformity with the Luxembourg laws.

As a consequence of the preceding resolution, the Sole Shareholder ACKNOWLEDGES that the Company will cease to exist in Curaçao and will continue its activities in the Grand-Duchy of Luxembourg. It will be governed by the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, in particular the law dated 10 August 1915, on commercial companies, as amended.

#### *Second resolution*

The Sole Shareholder RESOLVES that the Company adopts the legal form of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) with the corporate denomination Hydrangea S.à r.l. and RESOLVES to accept the Luxembourg nationality of the Company with immediate effect arising from the transfer of the registered office, the principal establishment and the central administration of the Company to the Grand-Duchy of Luxembourg and the conversion of the Company into a private limited liability company (société à responsabilité limitée).

#### *Third resolution*

The Sole Shareholder RESOLVES to amend the corporate object of the Company as follows:

“**2.1.** The object of the Company is (i) the holding of participations and interests in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies, partnerships or other entities, (ii) the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stocks, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and (iii) the acquisition, ownership, administration, development, management and disposal of its portfolio. The Company may enter into any agreements relating to the acquisition, subscription or management of the aforementioned instruments and the financing thereof.

**2.2.** The Company may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds, debentures, notes and other instruments convertible or not, without a public offer.

**2.3.** The Company may grant assistance and lend funds to its subsidiaries, affiliated companies, to any other group company as well as to other entities or persons provided that the Company will not enter into any transaction which would be considered as a regulated activity without obtaining the required licence. It may also give guarantees and grant security in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other group company as well as other entities or persons provided that the Company will not enter into any transaction which would be considered as a regulated activity without obtaining the required licence. The Company may further mortgage, pledge, transfer, encumber or otherwise hypothecate all or some of its assets.

**2.4.** The Company may generally employ any techniques and utilize any instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including the entry into any forward transactions as well as techniques and instruments designed to protect the Company against credit risk, currency fluctuations, interest rate fluctuations and other risks.

**2.5.** In a general fashion it may grant assistance to affiliated companies, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

**2.6.** The Company may carry out any commercial or financial operations and any transactions with respect to movable or immovable property, which directly or indirectly further or relate to its purpose.”

#### *Fourth resolution*

The Sole Shareholder RESOLVES to approve the financial statements of the Company as of 29 October 2015, reflecting the financial situation of the Company before the transfer from Curaçao to Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg).

The Sole Shareholder NOTES that it results from (i) these financial statements, based on generally accepted accountancy principles, and (ii) the management report dated 29 October 2015, that the net asset value of the Company amounts to at least one hundred fifty-nine thousand nine hundred United States Dollars (USD 159,900.-).

The Sole Shareholder further RESOLVES:

(i) to change the currency of the Company’s share capital from United States Dollar (USD) to Euro (EUR) by applying the exchange rate fixed by Thomson Reuters on the date of the present meeting of USD 1 = EUR 0.9123,

(ii) to change the nominal value of the shares (parts sociales) of the Company from one United States Dollar (USD 1.-) to one Euro (EUR 1.-),

(iii) to set the share capital of the Company at one hundred forty-five thousand eight hundred seventy Euros (EUR 145,870.-) represented by fourteen thousand five hundred eighty-seven (14,587) class A shares (parts sociales de catégorie A), fourteen thousand five hundred eighty-seven (14,587) class B shares (parts sociales de catégorie B), fourteen thousand five hundred eighty-seven (14,587) class C shares (parts sociales de catégorie C), fourteen thousand five hundred eighty-seven (14,587) class D shares (parts sociales de catégorie D), fourteen thousand five hundred eighty-seven (14,587) class E shares (parts sociales de catégorie E), fourteen thousand five hundred eighty-seven (14,587) class F shares (parts sociales de catégorie F), fourteen thousand five hundred eighty-seven (14,587) class G shares (parts sociales de catégorie G), fourteen thousand five hundred eighty-seven (14,587) class H shares (parts sociales de catégorie H), fourteen thousand five hundred eighty-seven (14,587) class I shares (parts sociales de catégorie I), and fourteen thousand five hundred eighty-seven (14,587) class J shares (parts sociales de catégorie J) each with a nominal value of one Euro (EUR 1.-); and

(iv) to allocate the amount of six Euros seventy-seven (EUR 6.77) to the share premium reserve account of the Company.

The Sole Shareholder STATES that all the assets and liabilities of the Company, without limitation, remain the ownership in the entirety of the Company, which continues to own all its assets and continues to be obliged by all its liabilities and commitments.

Said financial statements, after having been signed *ne varietur* by the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

#### *Fifth resolution*

As a consequence of the preceding resolutions, the Sole Shareholder RESOLVES to fully restate the Company's articles of association so as to conform them to the laws of Luxembourg, so that the Company’s articles of association shall henceforth read as follows:

“ **Art. 1. Corporate form and name.** These are the articles of association (the “Articles”) of a private limited liability company (“société à responsabilité limitée”) whose name is Hydrangea S.à r.l. (hereafter the “Company”).

The Company is incorporated under and governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law dated 10 August 1915, on commercial companies, as amended (the “Law”), as well as by these Articles.

#### **Art. 2. Corporate object.**

**2.1** The object of the Company is (i) the holding of participations and interests in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies, partnerships or other entities, (ii) the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stocks, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and (iii) the acquisition, ownership, administration, development, management and disposal of its portfolio. The Company may enter into any agreements relating to the acquisition, subscription or management of the aforementioned instruments and the financing thereof.

**2.2** The Company may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds, debentures, notes and other instruments convertible or not, without a public offer.

**2.3.** The Company may grant assistance and lend funds to its subsidiaries, affiliated companies, to any other group company as well as to other entities or persons provided that the Company will not enter into any transaction which would be considered as a regulated activity without obtaining the required licence. It may also give guarantees and grant security in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other group company as well as other entities or persons provided that the Company will not enter into any transaction which

would be considered as a regulated activity without obtaining the required licence. The Company may further mortgage, pledge, transfer, encumber or otherwise hypothecate all or some of its assets.

2.4 The Company may generally employ any techniques and utilize any instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including the entry into any forward transactions as well as techniques and instruments designed to protect the Company against credit risk, currency fluctuations, interest rate fluctuations and other risks.

2.5 In a general fashion it may grant assistance to affiliated companies, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

2.6 The Company may carry out any commercial or financial operations and any transactions with respect to movable or immovable property, which directly or indirectly further or relate to its purpose.

**Art. 3. Duration.** The Company is formed for an unlimited period of time.

**Art. 4. Registered office.**

4.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg-City.

4.2 It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of an extraordinary resolution of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

4.3 The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the sole manager (gérant) or in the case of plurality of managers (gérants), by a decision of the board of managers (conseil de gérance).

4.4 In the event that the board of managers (gérants) or the sole manager (gérant) (as the case may be) determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the board of managers (gérants) or the sole manager (gérant) (as the case may be) of the Company.

4.5 The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

**Art. 5. Capital - Shares (parts sociales).**

**5.1 Share Capital - share premium - reserves**

5.1.1 The Company's share capital is fixed at one hundred forty-five thousand eight hundred seventy euros (EUR 145,870.-) divided into fourteen thousand five hundred eighty-seven (14,587) class A shares (parts sociales de catégorie A) (the "Class A Shares"), fourteen thousand five hundred eighty-seven (14,587) class B shares (parts sociales de catégorie B) (the "Class B Shares"), fourteen thousand five hundred eighty-seven (14,587) class C shares (parts sociales de catégorie C) (the "Class C Shares"), fourteen thousand five hundred eighty-seven (14,587) class D shares (parts sociales de catégorie D) (the "Class D Shares"), fourteen thousand five hundred eighty-seven (14,587) class E shares (parts sociales de catégorie E) (the "Class E Shares"), fourteen thousand five hundred eighty-seven (14,587) class F shares (parts sociales de catégorie F) (the "Class F Shares"), fourteen thousand five hundred eighty-seven (14,587) class G shares (parts sociales de catégorie G) (the "Class G Shares"), fourteen thousand five hundred eighty-seven (14,587) class H shares (parts sociales de catégorie H) (the "Class H Shares"), fourteen thousand five hundred eighty-seven (14,587) class I shares (parts sociales de catégorie I) (the "Class I Shares"), and fourteen thousand five hundred eighty-seven (14,587) class J shares (parts sociales de catégorie J) (the "Class J Shares"), with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all fully subscribed and entirely paid up.

Each shareholder shall subscribe proportionally in each class of shares (catégorie de parts sociales).

5.1.2 Any premium paid on any share (part sociale) is allocated to a distributable reserve. Decisions as to the use of the share premium reserve(s) are to be taken by the shareholder(s) or the manager(s) (gérant(s)) as the case may be, subject to the Law and these Articles.

5.1.3 The Company may accept contributions without issuing shares (parts sociales) or other securities in consideration and may allocate such contributions to one or more reserves. Decisions as to the use of any such reserves are to be taken by the shareholder(s) or the manager(s) (gérant(s)) as the case may be, subject to the Law and these Articles. The reserves may, but do not need to, be allocated to the contributor.

**5.2 - Changes to Share Capital**

The share capital may be changed at any time by a decision of the single shareholder or by decision of the general shareholders' meeting, in accordance with these Articles and within the limits provided for by Article 199 of the Law.

**5.3 - Indivisibility of Shares (parts sociales)** Towards the Company, the Company's shares (parts sociales) are indivisible, since only one owner is admitted per share (part sociale). Co-owners, usufructuaries and bare-owners, creditors and debtors of pledged shares (parts sociales) have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

**5.4 - Transfer of Shares (parts sociales)**

5.4.1 In the case of a single shareholder, the Company's shares (parts sociales) held by the single shareholder are freely transferable.

5.4.2 In the case of plurality of shareholders, the shares (parts sociales) held by each shareholder may be transferred in compliance with the provisions of Articles 189 and 190 of the Law.

5.4.3 Notwithstanding any other provisions of these Articles, in the case of a transfer of shares (parts sociales), the transferring shareholder shall transfer all of his/her/its shares (parts sociales) of each class of shares (catégorie de parts sociales) or, if the transferring shareholder transfers only some of his/her/its shares (parts sociales), he/she/it shall transfer at the same time shares (parts sociales) proportionally in each class of shares (catégorie de parts sociales).

5.4.4 Shares (parts sociales) may not be transferred inter vivos to non-shareholders unless shareholders representing at least three-quarters of the corporate share capital shall have agreed thereto.

5.4.5 Transfers of shares (parts sociales) must be recorded by notarial or private deed. Transfers shall not be valid vis-à-vis the Company or third parties until they shall have been notified to the Company or accepted by it in accordance with the provisions of Article 1690 of the Civil Code.

#### 5.5 - Distribution of profit

5.5.1 An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company shall be allocated to a statutory reserve, until and as long as this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

5.5.2 The shareholders' meeting shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, by carrying it forward to the next financial year or by distributing it.

In any year in which the Company resolves to make dividend distributions, drawn from net profits and from available reserves derived from retained earnings, including any share premium as the case may be, the amount allocated to this effect shall be distributed in the following order of priority:

First the holder(s) of the Class A Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.20% of the nominal value of the Class A Shares held by them, then;

the holder(s) of the Class B Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.25% of the nominal value of the Class B Shares held by them, then;

the holder(s) of the Class C Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.30% of the nominal value of the Class C Shares held by them, then;

the holder(s) of the Class D Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.35% of the nominal value of the Class D Shares held by them, then;

the holder(s) of the Class E Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.40% of the nominal value of the Class E Shares held by them, then;

the holder(s) of the Class F Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.45% of the nominal value of the Class F Shares held by them, then;

the holder(s) of the Class G Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.50% of the nominal value of the Class G Shares, held by them, then;

the holder(s) of the Class H Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.55% of the nominal value of the Class H Shares, held by them, then;

the holder(s) of the Class I Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.60% of the nominal value of the Class I Shares, held by them, and then;

the holder(s) of the Class J Shares shall be entitled to receive the remainder of any dividend distribution.

Should the last outstanding class of shares (catégorie de parts sociales) by alphabetical order, (e.g. Class J Shares) have been cancelled following its redemption, repurchase or otherwise at the time of the distribution, the remainder of any dividend distribution shall then be allocated to the preceding last outstanding class of shares (catégorie de parts sociales) in the reverse alphabetical order (e.g. Class I Shares).

5.5.3 Subject to the provisions contained in Article 5.5.2 of these Articles, the sole manager (gérant) or the board of managers (conseil de gérance) as appropriate may decide to pay interim dividends to the shareholder(s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to an undistributable reserve to be established according to the Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned may be recovered from the relevant shareholder(s).

#### 5.6 - Repurchase of Shares (parts sociales)

Subject to the prior approval of all shareholders, the share capital of the Company may be reduced through the repurchase and cancellation of one or more entire classes of shares (catégorie de parts sociales) provided however that (i) there are sufficient available reserves to that effect and (ii) the Company may not at any time repurchase and cancel the Class A Shares and, only if the Company repurchases and cancels one or more entire classes of shares (catégories de parts sociales). In the case of repurchases and cancellations of classes of shares (catégories de parts sociales), such repurchases and cancellations of shares (parts sociales) shall be made in the following order:



- (i) Class J Shares;
- (ii) Class I Shares;
- (iii) Class H Shares;
- (iv) Class G Shares;
- (v) Class F Shares;
- (vi) Class E Shares;
- (vii) Class D Shares;
- (viii) Class C Shares; and
- (ix) Class B Shares.

In the event of a reduction of share capital through the repurchase and the cancellation of any class of shares (catégories de parts sociales) (in the order provided for above), each such class of shares (catégories de parts sociales) entitles the holders thereof (pro rata to their holding in such class of shares) to such portion of the Total Cancellation Amount as is determined by the sole manager (gérant) of the Company or, in the case of plurality of managers (gérants), the board of managers (conseil de gérance) and approved by the shareholders, and, the holders of shares (parts sociales) of the repurchased and cancelled class of shares (catégorie de parts sociales) shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share for each share (part sociale) of the relevant class of shares (catégorie de parts sociales) held by them and repurchased and cancelled. For the avoidance of doubt the Company may discharge its payment obligation in cash, in kind or by way of set-off.

For the purposes of these Articles, the following capitalised terms shall have the following meanings:

- “Available Amount” shall mean the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) increased by (i) any created special freely distributable reserves (including for the avoidance of doubt, but not limited to, the share premium reserve relating to the class(es) of shares to be redeemed/cancelled as the case may be) and (ii) as the case may be, by the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of shares to be redeemed/cancelled but reduced by (i) any losses (included carried forward losses), (ii) any sums to be placed into non-distributable reserve(s) pursuant to the requirements of Law or of the Articles, and (iii) any sums which, in the reasonable opinion and in the sole discretion of the sole manager (gérant), or in the case of plurality of managers (gérants), of the board of managers (conseil de gérance), are set aside to cover running or other costs or debts or liabilities or expenses of the Company, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR + AP)$$

Whereby:

AA = Available Amount (as defined above).

AP = any sums which, in the reasonable opinion and in the sole discretion of the sole manager (gérant), or in the case of plurality of managers (gérants), of the board of managers (conseil de gérance), are set aside to cover running or other costs or debts or liabilities or expenses of the Company.

NP = net profits (including carried forward profits).

P = any created special freely distributable reserves (including but not limited to the share premium reserve as the case may be) relating to the class(es) of shares to be redeemed/cancelled.

CR = the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class shares to be cancelled.

L = losses (including carried forward losses) expressed as a positive amount.

LR = any sums to be placed into non-distributable reserve(s) pursuant to the requirements of Law or of the Articles.

The Available Amount must be set out in the Interim Accounts and shall be assessed by the sole manager (gérant) of the Company or, in the case of plurality of managers (gérants), the board of managers (conseil de gérance) of the Company in good faith and with the view to the Company's ability to continue as a going concern.

- “Cancellation Value Per Share” shall be calculated by dividing the Total Cancellation Amount to be applied to the class of shares (catégorie de parts sociales) to be repurchased and cancelled by the number of shares (parts sociales) in issue in such class of shares (catégorie de parts sociales).

- “Interim Accounts” shall mean the interim accounts of the Company as at the relevant Interim Account Date.

- “Interim Account Date” shall mean the date no earlier than thirty (30) days but not later than ten (10) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant class of shares (catégorie de parts sociales).

- “Total Cancellation Amount” means an amount not exceeding the Available Amount determined by the sole manager (gérant) of the Company or, in the case of plurality of managers (gérants), the board of managers (conseil de gérance) of the Company and approved by the shareholders on the basis of the relevant Interim Accounts provided however that such Total Cancellation Amount shall never be higher than the Available Amount.

The Total Cancellation Amount mentioned in the paragraph above shall be determined by the sole manager (gérant) of the Company or, in the case of plurality of managers (gérants), the board of managers (conseil de gérance) of the Company in its reasonable discretion and within the best corporate interest of the Company. For the avoidance of doubt, the sole

manager (gérant) of the Company or, in the case of plurality of managers (gérants), the board of managers (conseil de gérance) of the Company can choose at his/her/its sole discretion to include or exclude in its determination of the Total Cancellation Amount the freely distributable reserves either in part or in totality.

No class of shares (parts sociales) may be cancelled if, as a result, the share capital of the Company would fall below the minimum required by the Law.

Own shares (parts sociales) will not be taken into consideration for the determination of the quorum and majority for as long as they are held by the Company.

#### 5.7 - Share Register

All shares (parts sociales) and transfers thereof are recorded in the shareholders' register in accordance with Article 185 of the Law.

### Art. 6. Management.

#### 6.1 - Appointment and Removal

6.1.1 The Company is managed by one or several managers (gérants). If several managers (gérants) have been appointed, they will constitute a board of managers (conseil de gérance). The manager(s) (gérant(s)) need not to be shareholder(s).

6.1.2 The manager(s) (gérant(s)) is/are appointed by resolution of the shareholders.

6.1.3 A manager (gérant) may be revoked ad nutum with or without cause and replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

6.1.4 The sole manager (gérant) and each of the members of the board of managers (conseil de gérance) may be compensated for his/their services as manager (gérant) or reimbursed for their reasonable expenses upon resolution of the shareholders.

#### 6.2 - Powers

6.2.1 All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the sole manager (gérant), or in the case of plurality of managers (gérants), of the board of managers (conseil de gérance).

6.2.2 The sole manager (gérant), or in the case of plurality of managers (gérants), the board of managers (conseil de gérance), may sub-delegate his/its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

6.2.3 The sole manager (gérant), or in the case of plurality of managers (gérants), the board of managers (conseil de gérance) will determine the agent's or agents' responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of the agency.

#### 6.3 - Representation and Signatory Power

6.3.1 In dealing with third parties as well as in judicial proceedings, the sole manager (gérant), or in the case of plurality of managers (gérants), the board of managers (conseil de gérance) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects.

6.3.2 The Company shall be bound by the signature of its sole manager (gérant), and, in the case of plurality of managers (gérants), by the joint signatures of two managers (gérants) or by the joint or single signature of any person to whom such power has been delegated by the board of managers (conseil de gérance).

#### 6.4 - Chairman, Vice-Chairman, Secretary, Meetings

6.4.1 The board of managers (conseil de gérance) may choose among its members a chairman and a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager (gérant), to keep the minutes of the meeting of the board of managers (conseil de gérance) and of the shareholders and who shall be subject to the same confidentiality provisions as those applicable to the managers (gérants).

6.4.2 Meetings of the board of managers (conseil de gérance) may be convened by any member of the board of managers (conseil de gérance). The convening notice, containing the agenda and the place of the meeting, shall be sent by letter (sent by express mail or special courier), telegram, telex, telefax or e-mail at least two (2) days before the date set for the meeting, except in circumstances of emergency in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice and in which case notice of at least twenty-four (24) hours prior to the hour set for such meeting shall be sufficient. Any notice may be waived by the consent of each manager (gérant) expressed during the meeting or in writing or telegram, telex, telefax or e-mail. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of managers (conseil de gérance). All reasonable efforts will be afforded so that, sufficiently in advance of any meeting of the board each manager (gérant) is provided with a copy of the documents and/or materials to be discussed or passed upon by the board at such meeting.

6.4.3 The board of managers (conseil de gérance) can discuss or act validly only if at least a majority of the managers (gérants) is present or represented at the meeting of the board of managers (conseil de gérance). Resolutions shall be taken by a majority of the votes cast of the managers (gérants) present or represented at such meeting.

6.4.4 The resolutions of the board of managers (conseil de gérance) shall be recorded in minutes to be signed by the chairman or any member of the board of managers (conseil de gérance) of the Company.

6.4.5 Resolutions in writing approved and signed by all managers (gérants) shall have the same effect as resolutions passed at the board of manager's (conseil de gérance) meetings. Such approval may be in one or several separate documents.

6.4.6 Copies or extracts of the minutes and resolutions, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman or any member of the board of managers (conseil de gérance) of the Company.

6.4.7 A manager (gérant) may appoint any other manager (gérant) (but not any other person) to act as his representative at a board meeting to attend, deliberate, vote and perform all his functions on his behalf at that board meeting. A manager (gérant) can act as representative for more than one other manager (gérant) at a board meeting provided that (without prejudice to any quorum requirements) at least two (2) managers (gérants) are physically present at a board meeting held in person or participate in person in a board meeting held in accordance with the provisions of Article 6.4.8. of these Articles.

6.4.8 Any and all managers (gérants) may participate in any meeting of the board of managers (conseil de gérance) by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing all the managers (gérants) taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

#### 6.5 - Liability of Managers (gérants)

Any manager (gérant) assumes, by reason of his position, no personal liability in relation to any commitment validly undertaken by him in the name of the Company.

### Art. 7. Shareholders' resolutions.

7.1 For as long as all the shares (parts sociales) are held by only one shareholder, the Company is a sole shareholder company (société unipersonnelle) in the meaning of Article 179 (2) of the Law and Articles 200-1 and 200-2 of the Law, among others, will apply. The single shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting.

7.2 In the case of plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares (parts sociales) he owns. Each shareholder has a number of votes equal to the number of shares (parts sociales) held by him.

7.3. Collective decisions are only validly taken insofar as shareholders owning more than half of the share capital adopt them provided that in the case that such majority is not met, the shareholders may be reconvened or consulted again in writing by registered letter and the decisions will be validly taken by the majority of the votes cast irrespective of the portion of share capital represented.

7.4 However, resolutions to alter the Articles, except in the case of a change of nationality, which requires a unanimous vote, may only be adopted by the majority in number of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

7.5 A meeting of shareholders may validly debate and take decisions without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the shareholders have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant shareholders' meeting, in person or by an authorised representative.

7.6 A shareholder may be represented at a shareholders' meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) a proxy or attorney who need not be a shareholder.

7.7 The holding of general shareholders' meetings shall not be mandatory where the number of shareholders does not exceed twenty-five (25). In such case, each shareholder shall receive the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and shall give his vote in writing.

7.8 The majority requirements applicable to the adoption of resolutions by a shareholders' meeting apply mutatis mutandis to the passing of written resolutions of shareholders. Written resolutions of shareholders shall be validly passed upon receipt by the Company of original copies (or copies sent by facsimile transmission or as e-mail attachments) of shareholders' votes representing the majority required for the passing of the relevant resolutions, irrespective of whether all shareholders have voted or not.

### Art. 8. Annual general shareholders' meeting.

8.1 At least one shareholders' meeting shall be held each year. Where the number of shareholders exceeds twenty-five (25), such annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Article 196 of the Law at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the twenty-eight day of the month of July, at 11.30 AM

8.2 If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the preceding bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the sole manager (gérant), or in the case of plurality of managers (gérants), the board of managers (conseil de gérance), exceptional circumstances so require.

### Art. 9. Audit.

9.1 Where the number of shareholders exceeds twenty-five (25), the operations of the Company shall be supervised by one or more statutory auditors in accordance with Article 200 of the Law who need not to be shareholder. If there is more than one statutory auditor, the statutory auditors shall act as a collegium and form the board of auditors.

9.2 Irrespective of the above, the Company shall be supervised by one or more approved statutory auditor(s) (réviseur(s) d'entreprises agréé) where there is a legal requirement to that effect or where the Company is authorized by law to opt for and chooses to opt for the appointment of an approved statutory auditor (réviseur d'entreprise agréé) instead of a statutory



auditor. The approved statutory auditor(s) (réviseur(s) d'entreprises agréé) shall be appointed on an annual basis (the mandate being renewable also on an annual basis).

**Art. 10. Financial year - Annual accounts.**

10.1 - Financial Year

The Company's financial year starts on the 1<sup>st</sup> January and ends on the 31<sup>st</sup> December of each year (all dates inclusive).

10.2 - Annual Accounts

10.2.1 Each year, the sole manager (gérant), or in the case of plurality of managers (gérants), the board of managers (conseil de gérance) prepares an inventory a balance sheet and a profit and loss account in accordance with the provisions of Article 197 of the Law.

10.2.2 Each shareholder, either personally or through an appointed agent, may inspect, at the Company's registered office, the above inventory, balance sheet, profit and loss accounts and, as the case may be, the report of the statutory auditor(s) set-up in accordance with Article 200 of the Law. Where the number of shareholders exceeds twenty-five (25), such inspection shall only be permitted fifteen days before the meeting.

**Art. 11. Dissolution - Liquidation.**

11.1 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders.

11.2 Except in the case of dissolution by court order, the dissolution of the Company may take place only pursuant to a decision adopted by the general meeting of shareholders in accordance with the conditions required for amendments to the Articles.

11.3 At the time of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

11.4 The liquidation boni shall be distributed to the holders of all classes of shares (catégories de parts sociales) in such order of priority and in such amount as is necessary to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution provisions contained in Article 5.6. of these Articles.

**Art. 12. Reference to the law.** Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which there are no specific provisions in these Articles."

*Sixth resolution*

The Sole Shareholder RESOLVES to acknowledge and accept, with immediate effect, the resignation of C.T.M. Corporation N.V. as managing director of the Company.

*Seventh resolution*

The Sole Shareholder RESOLVES to appoint, with immediate effect:

- Mr. Bakary SYLLA, born on 1<sup>st</sup> November 1976 in Monrovia (Liberia) residing professionally at 55, Avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg,

- Mrs. Martina SCHÜMANN, born on 22<sup>nd</sup> January 1961 in Trier (Germany) residing professionally at 55, Avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, as new managers (gérants) of the Company, for an indefinite period of time.

*Eighth resolution*

The Sole Shareholder RESOLVES to establish the registered office of the Company at 55 Avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg).

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in the case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the person appearing, he signed together with the notary the present original deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quinze, le vingt-neuvième jour du mois d'octobre.

Par devant Maître Danielle KOLBACH, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg.

**A COMPARU:**

PRAXISIFM TRUST (NZ) LIMITED, une limited company constituée selon les lois du Companies Act 1993 de Nouvelle-Zélande, immatriculée auprès du Registre des Sociétés de Nouvelle-Zélande sous le numéro 1950846 et NZBN 9429033345642 ayant son siège social au Level 11, HSBC Tower, 62 Worcester Boulevard, Christchurch 8140, Nouvelle-Zélande agissant en qualité de trustee de THE MONDPLAAS NZ TRUST un trust établi et existant selon les lois de

l'Angleterre et du Pays de Galles, ayant son adresse au Level 11, HSBC Tower, 62 Worcester Boulevard, Christchurch 8140, Nouvelle-Zélande (l'«Associé Unique»)

ici représentée par Mme Delphine TEMPE, Avocat à la Cour, résidant professionnellement au Luxembourg, en vertu d'une procuration établie sous seing privée.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par la comparante et le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme mentionné ci-dessus, a requis le notaire soussigné de prendre acte de ce qui suit:

- Qu'elle est l'Associé Unique de la société anonyme existant sous le nom «Hydrangea N.V.» régie par les lois du Curaçao, ayant son siège social au Curaçao et son adresse au Van Engelenweg 23, Curaçao, immatriculée auprès du Registre de Commerce de la Chambre de Commerce et d'Industrie sous le numéro 85729 (0) (ci-après dénommée la «Société»).

- Que par une décision valablement adoptée par l'Associé Unique et établie dans un rapport notarié exécuté par acte du 29 octobre 2015, il a été décidé de (i) transférer le siège social, le principal établissement et l'administration centrale de la Société du Curaçao à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) et ensuite (ii) de transformer la Société et d'adopter la forme d'une société à responsabilité limitée avec effet à la date de la présente assemblée, sans que la Société soit dissoute mais au contraire avec continuité de sa personnalité juridique. Une copie de ladite résolution restera annexée au présent acte.

- Que le capital social de la Société est actuellement fixé à cent cinquante-neuf mille neuf cents Dollars Américains (USD 159.900,-) représenté par cent cinquante-neuf mille neuf cents (159.900) parts sociales, avec une valeur nominale d'un Dollar Américain (USD 1,-) chacune, toutes souscrites et intégralement libérées.

La partie comparante, dûment représentée comme mentionné ci-dessus, reconnaissant être entièrement informée des résolutions à prendre, a décidé de voter sur tous les points de l'ordre du jour suivant:

- a) Transfert du siège social, du principal établissement et de l'administration centrale de la Société du Curaçao à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) avec effet immédiat et sans dissolution préalable de la Société, mais avec continuation de la personnalité morale de la Société au Grand-Duché de Luxembourg et en conformité avec les lois luxembourgeoises;

- b) Adoption par la Société de la forme juridique d'une société à responsabilité limitée sous la dénomination sociale Hydrangea S.à r.l. et acceptation de la nationalité luxembourgeoise résultant du transfert du siège social, du principal établissement et de l'administration centrale de la Société au Grand-Duché de Luxembourg et de la conversion de la Société en une société à responsabilité limitée;

- c) Modification de l'objet social de la Société, qui aura la teneur suivante:

2.1 L'objet de la Société est (i) la détention de participations et d'intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, des entités de type partenariats (partnerships) ou d'autres entités, (ii) l'acquisition par l'achat, la souscription ou de toute autre manière, ainsi que le transfert par vente, échange ou autre, d'actions, d'obligations, de reconnaissances de dettes, notes ou autres titres de quelque forme que ce soit, et (iii) l'acquisition, la propriété, l'administration, le développement, la gestion et la disposition de son portefeuille. La Société peut conclure tout contrat relatif à l'acquisition, la souscription ou la gestion des instruments précités et au financement y relatif.

2.2 La Société peut emprunter sous toute forme et procéder à l'émission d'obligations, de reconnaissances de dettes, de notes et d'autres instruments convertibles ou non, sans offre au public.

2.3 La Société peut accorder une assistance et prêter des fonds à ses filiales, sociétés affiliées, à toute autre société du groupe ainsi qu'à toutes autres entités ou personnes, étant entendu que la Société ne conclura aucune transaction qui serait considérée comme une activité réglementée sans obtenir l'autorisation requise. Elle pourra également fournir des garanties et octroyer des sûretés en faveur de parties tierces afin de garantir ses propres obligations ou bien les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou toute autre société du groupe, ainsi qu'à toute autre entité ou personne pourvu que la Société ne conclut pas une transaction qui serait considérée comme une activité réglementée sans obtenir l'autorisation requise. La Société pourra également hypothéquer, gager, transférer, grever ou autrement hypothéquer tout ou partie de ses avoirs.

2.4 La Société peut généralement employer toute technique et utiliser tout instrument relatif à ses investissements en vue de leur gestion efficace, y compris la conclusion de toute transaction à terme ainsi que des techniques et instruments destinés à protéger la Société contre le risque de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et tout autre risque.

2.5 De manière générale elle peut accorder son assistance à des sociétés affiliées, prendre toute mesure de contrôle et de supervision et mener toute opération qu'elle jugerait utile à l'accomplissement et au développement de son objet social.

2.6 La Société pourra en outre effectuer toute opération commerciale ou financière, ainsi que toute transaction concernant des biens meubles ou immeubles, qui sont en rapport direct ou indirect avec son objet social.

- d) Approbation des états financiers de la Société arrêtés en date du 29 octobre 2015 et détermination du capital social de la Société;

- e) Modification et refonte totale des statuts de la Société afin de les rendre conformes aux lois de Luxembourg, suite au fait que la Société devienne une société régie par les lois luxembourgeoises, entre autres, la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée;

- f) Constatation de la démission de C.T.M. Corporation de sa fonction de gérant exécutif de la Société;
- g) Nomination de Mr. Bakary Sylla et Mme Martina Schümann en tant que nouveaux gérants de la Société, détermination de leurs pouvoirs ainsi que la durée de leur mandat;
- h) Etablissement du siège social de la Société au 55 Avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg); et
- i) Divers.

En conséquence, sur la base de l'ordre du jour ci-dessus, l'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'Associé Unique DECIDE de transférer le siège social, le principal établissement et l'administration centrale de la Société du Curaçao à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) avec effet immédiat et dans dissolution préalable de la Société mais avec continuation de la personnalité morale de la Société au Grand-Duché de Luxembourg et en conformité avec les lois luxembourgeoises.

En conséquence de la résolution précédente, l'Associé Unique CONSTATE que la Société cessera d'exister au Curaçao et continuera ses activités au Grand-Duché de Luxembourg. Elle sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

#### *Seconde résolution*

L'Associé Unique DECIDE que la Société adopte la forme juridique d'une société à responsabilité limitée sous la dénomination sociale Hydrangea S.à r.l. et DECIDE d'accepter avec effet immédiat la nationalité luxembourgeoise de la Société résultant du transfert du siège social, du principal établissement et de l'administration centrale de la Société au Grand-Duché de Luxembourg et de la conversion de la Société en une société à responsabilité limitée.

#### *Troisième résolution*

L'Associé Unique DECIDE de modifier l'objet social de la Société comme suit:

« **2.1.** L'objet de la Société est (i) la détention de participations et d'intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, des entités de type partenariats (partnerships) ou d'autres entités, (ii) l'acquisition par l'achat, la souscription ou de toute autre manière, ainsi que le transfert par vente, échange ou autre, d'actions, d'obligations, de reconnaissances de dettes, notes ou autres titres de quelque forme que ce soit, et (iii) l'acquisition, la propriété, l'administration, le développement, la gestion et la disposition de son portefeuille. La Société peut conclure tout contrat relatif à l'acquisition, la souscription ou la gestion des instruments précités et au financement y relatif.

**2.2.** La Société peut emprunter sous toute forme et procéder à l'émission d'obligations, de reconnaissances de dettes, de notes et d'autres instruments convertibles ou non, sans offre au public.

**2.3.** La Société peut accorder une assistance et prêter des fonds à ses filiales, sociétés affiliées, à toute autre société du groupe ainsi qu'à toutes autres entités ou personnes, étant entendu que la Société ne conclura aucune transaction qui serait considérée comme une activité réglementée sans obtenir l'autorisation requise. Elle pourra également fournir des garanties et octroyer des sûretés en faveur de parties tierces afin de garantir ses propres obligations ou bien les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou toute autre société du groupe, ainsi qu'à toute autre entité ou personne pourvu que la Société ne conclut pas une transaction qui serait considérée comme une activité réglementée sans obtenir l'autorisation requise. La Société pourra également hypothéquer, gager, transférer, grever ou autrement hypothéquer tout ou partie de ses avoirs.

**2.4.** La Société peut généralement employer toute technique et utiliser tout instrument relatif à ses investissements en vue de leur gestion efficace, y compris la conclusion de toute transaction à terme ainsi que des techniques et instruments destinés à protéger la Société contre le risque de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et tout autre risque.

**2.5.** De manière générale elle peut accorder son assistance à des sociétés affiliées, prendre toute mesure de contrôle et de supervision et mener toute opération qu'elle jugerait utile à l'accomplissement et au développement de son objet social.

**2.6.** La Société pourra en outre effectuer toute opération commerciale ou financière, ainsi que toute transaction concernant des biens meubles ou immeubles, qui sont en rapport direct ou indirect avec son objet social.»

#### *Quatrième résolution*

L'Associé Unique DECIDE d'approuver les états financiers de la Société arrêtés en date du 29 octobre 2015, reflétant la situation financière de la Société avant le transfert du Curaçao vers Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

L'Associé Unique REMARQUE qu'il résulte de (i) ces états financiers, basés sur des principes comptables généralement reconnus, et (ii) du rapport de gestion du 29 octobre 2015, que la valeur de l'actif net de la Société s'élève à au moins cent cinquante-neuf mille neuf cents Dollars Américains (USD 159.900,-).

L'Associé Unique DECIDE:

- (i) de changer la devise du capital social de la Société de Dollar Américain (USD) à l'Euro (EUR) en appliquant le taux de change fixé par Thomson Reuters au jour de la présente assemblée de USD 1 = EUR 0,9123;

(ii) de changer la valeur nominale des parts sociales de la Société d'un Dollar Américain (USD 1,-) à un Euro (EUR 1,-);

(iii) de fixer le capital social de la Société à cent quarante-cinq mille huit cent soixante-dix Euros (EUR 145.870,-) représenté par quatorze mille cinq cent quatre-vingt-sept (14.587) parts sociales de catégorie A, quatorze mille cinq cent quatre-vingt-sept (14.587) parts sociales de catégorie B, quatorze mille cinq cent quatre-vingt-sept (14.587) parts sociales de catégorie C, quatorze mille cinq cent quatre-vingt-sept (14.587) parts sociales de catégorie D, quatorze mille cinq cent quatre-vingt-sept (14.587) parts sociales de catégorie E, quatorze mille cinq cent quatre-vingt-sept (14.587) parts sociales de catégorie F, quatorze mille cinq cent quatre-vingt-sept (14.587) parts sociales de catégorie G, quatorze mille cinq cent quatre-vingt-sept (14.587) parts sociales de catégorie H, quatorze mille cinq cent quatre-vingt-sept (14.587) parts sociales de catégorie I et quatorze mille cinq cent quatre-vingt-sept (14.587) parts sociales de catégorie J ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune;

(iv) d'allouer le montant de six Euros soixante-dix-sept centimes (EUR 6,77) au compte réserve prime d'émission de la Société.

L'Associé Unique ensuite DECLARE que tous les actifs et les dettes de la Société, sans limitation, resteront dans leur intégralité la propriété de la Société, qui continue à posséder tous ses actifs et continue d'être tenue par toutes ses dettes et engagements.

Lesdits états financiers, après avoir été signés ne varietur par la partie comparante et le notaire soussigné, resteront attachés au présent acte et seront déposés au même moment auprès des autorités chargées de l'enregistrement.

#### *Cinquième résolution*

En conséquence des précédentes résolutions, l'Associé Unique DECIDE de refondre entièrement les statuts de la Société afin de les rendre conformes aux lois de Luxembourg, de sorte que les statuts auront désormais la teneur suivante:

« **Art. 1<sup>er</sup>. Forme sociale et dénomination.** Ceux-ci sont les statuts (les «Statuts») d'une société à responsabilité limitée qui porte la dénomination Hydrangea S.à r.l. (ci-après la «Société»).

La Société est constituée sous et régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi»), ainsi que par les présents Statuts.

#### **Art. 2. Objet social.**

2.1 L'objet de la Société est (i) la détention de participations et d'intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, des entités de type partenariats (partnerships) ou d'autres entités, (ii) l'acquisition par l'achat, la souscription ou de toute autre manière, ainsi que le transfert par vente, échange ou autre, d'actions, d'obligations, de reconnaissances de dettes, notes ou autres titres de quelque forme que ce soit, et (iii) l'acquisition, la propriété, l'administration, le développement, la gestion et la disposition de son portefeuille. La Société peut conclure tout contrat relatif à l'acquisition, la souscription ou la gestion des instruments précités et au financement y relatif.

2.2 La Société peut emprunter sous toute forme et procéder à l'émission d'obligations, de reconnaissances de dettes, de notes et d'autres instruments convertibles ou non, sans offre au public.

2.3 La Société peut accorder une assistance et prêter des fonds à ses filiales, sociétés affiliées, à toute autre société du groupe ainsi qu'à toutes autres entités ou personnes, étant entendu que la Société ne conclura aucune transaction qui serait considérée comme une activité réglementée sans obtenir l'autorisation requise. Elle pourra également fournir des garanties et octroyer des sûretés en faveur de parties tierces afin de garantir ses propres obligations ou bien les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou toute autre société du groupe, ainsi qu'à toute autre entité ou personne pourvu que la Société ne conclut pas une transaction qui serait considérée comme une activité réglementée sans obtenir l'autorisation requise. La Société pourra également hypothéquer, gager, transférer, grever ou autrement hypothéquer tout ou partie de ses avoirs.

2.4 La Société peut généralement employer toute technique et utiliser tout instrument relatif à ses investissements en vue de leur gestion efficace, y compris la conclusion de toute transaction à terme ainsi que des techniques et instruments destinés à protéger la Société contre le risque de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et tout autre risque.

2.5 De manière générale elle peut accorder son assistance à des sociétés affiliées, prendre toute mesure de contrôle et de supervision et mener toute opération qu'elle jugerait utile à l'accomplissement et au développement de son objet social.

2.6 La Société pourra en outre effectuer toute opération commerciale ou financière, ainsi que toute transaction concernant des biens meubles ou immeubles, qui sont en rapport direct ou indirect avec son objet social.

**Art. 3. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

#### **Art. 4. Siège social.**

4.1 Le siège social de la Société est établi à Luxembourg - Ville.

4.2 Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

4.3 L'adresse du siège social peut être transférée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, par décision du conseil de gérance.

4.4 Dans l'éventualité où le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas) détermine que des événements extraordinaires politiques, économiques ou des développements sociaux ont eu lieu ou sont imminents qui interféreraient avec les activités normales de la Société en son siège social ou avec la fluidité de communication entre le siège social et les personnes à l'étranger, le siège social peut être temporairement transféré à l'étranger jusqu'à la cessation complète de telles circonstances extraordinaires; de telles mesures temporaires n'auront pas d'effet sur la nationalité de la Société qui, malgré le transfert temporaire de son siège social, restera une société Luxembourgeoise. De telles mesures temporaires seront prises et notifiées à toute partie intéressée par le conseil de gérance ou par le gérant unique (selon le cas) de la Société.

4.5 La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

## **Art. 5. Capital - Parts sociales.**

### **5.1 Capital social - prime d'émission - réserves**

5.1.1 Le capital social émis de la Société est fixé à cent quarante-cinq mille huit cent soixante-dix euros (EUR 145.870,-) divisé en quatorze mille cinq cent quatre-vingt-sept (14.587) parts sociales de catégorie A (les «Parts Sociales de Catégorie A»), quatorze mille cinq cent quatre-vingt-sept (14.587) parts sociales de catégorie B (les «Parts Sociales de Catégorie B»), quatorze mille cinq cent quatre-vingt-sept (14.587) parts sociales de catégorie C (les «Parts Sociales de Catégorie C»), quatorze mille cinq cent quatre-vingt-sept (14.587) parts sociales de catégorie D (les «Parts Sociales de Catégorie D»), quatorze mille cinq cent quatre-vingt-sept (14.587) parts sociales de catégorie E (les «Parts Sociales de Catégorie E»), quatorze mille cinq cent quatre-vingt-sept (14.587) parts sociales de catégorie F (les «Parts Sociales de Catégorie F»), quatorze mille cinq cent quatre-vingt-sept (14.587) parts sociales de catégorie G (les «Parts Sociales de Catégorie G»), quatorze mille cinq cent quatre-vingt-sept (14.587) parts sociales de catégorie H (les «Parts Sociales de Catégorie H»), quatorze mille cinq cent quatre-vingt-sept (14.587) parts sociales de catégorie I (les «Parts Sociales de Catégorie I») et quatorze mille cinq cent quatre-vingt-sept (14.587) parts sociales de catégorie J (les «Parts Sociales de Catégorie J») ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, toutes entièrement libérées.

Chaque associé devra souscrire proportionnellement dans chaque catégorie de parts sociales.

5.1.2 Toute prime d'émission payée sur toute part sociale est allouée à une réserve distribuable. Les décisions quant à l'utilisation de la réserve de prime d'émission seront prises par le(s) associé(s) ou par le(s) gérant(s) selon le cas, sous réserve de la Loi et des présents Statuts.

5.1.3 La Société peut accepter des apports sans émettre de parts sociales ou d'autres titres en contrepartie et peut allouer de tels apports à une ou plusieurs réserves. Les décisions quant à l'utilisation de telles réserves seront prises par le(s) associé(s) ou par le(s) gérant(s) selon le cas, sous réserve de la Loi et des présents Statuts. Les réserves peuvent, mais ne doivent pas nécessairement, être allouées à l'apporteur.

### **5.2 - Modification du Capital Social**

Le capital social peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés conformément aux présents Statuts et dans les limites prévues à l'Article 199 de la Loi.

### **5.3 - Indivisibilité des Parts Sociales**

Envers la Société, les parts sociales de la Société sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire est admis par part sociale. Les copropriétaires, les usufruitiers et nu-propriétaires, créanciers et débiteurs de parts sociales gagées doivent désigner une seule personne qui les représente vis-à-vis de la Société.

### **5.4 - Transfert de Parts Sociales**

5.4.1 Dans l'hypothèse d'un associé unique, les parts sociales de la Société détenues par cet associé unique sont librement transmissibles.

5.4.2 Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun des associés ne sont transmissibles que sous réserve du respect des dispositions prévues aux Articles 189 et 190 de la Loi.

5.4.3 Nonobstant toute autre disposition des présents Statuts, en cas d'un transfert de parts sociales, l'associé cédant devra transférer toutes ses parts sociales de chaque catégorie de parts sociales ou, si l'associé cédant ne transfère que certaines de ses parts sociales, il/elle devra transférer en même temps des parts sociales de manière proportionnelle dans chaque catégorie de parts sociales.

5.4.4 Les parts sociales ne peuvent être transmises entre vifs à des tiers non-associés si des associés représentant au moins les trois quarts du capital social n'y ont consenti.

5.4.5 Les transferts de parts sociales doivent être documentés par un acte notarié ou un acte sous seing privé. Les transferts ne seront opposables à la Société ou aux tiers qu'à compter du moment de leur notification à la Société ou de leur acceptation par celle-ci en conformité avec les dispositions de l'Article 1690 du Code Civil.

### **5.5 - Distribution des profits**

5.5.1 Un montant égal à cinq pour cent (5%) du bénéfice net de la Société devra être alloué à une réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

5.5.2 L'assemblée générale des associés détermine la manière dont le solde des bénéfices nets annuels sera alloué, en allouant tout ou partie du solde des bénéfices nets annuels à la constitution d'une réserve ou d'une à provision, en reportant cette somme sur l'exercice social qui suit ou en la distribuant.



Si, au titre d'un exercice, la Société décide de distribuer des dividendes ou de prélever une somme sur les bénéfices nets ou les réserves disponibles résultant des résultats reportés et mis en réserve, incluant la prime d'émission le cas échéant, la somme affectée à ce titre sera allouée et payée selon l'ordre de priorité suivant:

Premièrement, le(s) détenteur(s) des Parts Sociales de Catégorie A aura/auront droit à un dividende égal à 0,20% de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie A qu'ils détiennent; ensuite,

le(s) détenteur(s) des Parts Sociales de Catégorie B aura/auront droit à un dividende égal à 0,25% de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie B qu'ils détiennent; ensuite,

le(s) détenteur(s) des Parts Sociales de Catégorie C aura/auront droit à un dividende égal à 0,30% de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie C qu'ils détiennent; ensuite,

le(s) détenteur(s) des Parts Sociales de Catégorie D aura/auront droit à un dividende égal à 0,35% de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie D qu'ils détiennent; ensuite,

le(s) détenteur(s) des Parts Sociales de Catégorie E aura/auront droit à un dividende égal à 0,40% de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie E qu'ils détiennent; ensuite,

le(s) détenteur(s) des Parts Sociales de Catégorie F aura/auront droit à un dividende égal à 0,45% de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie F qu'ils détiennent; ensuite,

le(s) détenteur(s) des Parts Sociales de Catégorie G aura/auront droit à un dividende égal à 0,50% de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie G qu'ils détiennent; ensuite,

le(s) détenteur(s) des Parts Sociales de Catégorie H aura/auront droit à un dividende égal à 0,55% de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie H qu'ils détiennent; ensuite,

le(s) détenteur(s) des Parts Sociales de Catégorie I aura/auront droit à un dividende égal à 0,60% de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie I qu'ils détiennent; et ensuite,

les détenteurs des Parts Sociales de Catégorie J sont habilités à recevoir le solde de toute distribution de dividendes.

Dans l'hypothèse où la totalité de la dernière catégorie de parts sociales en circulation par ordre alphabétique, (c'est-à-dire les Parts Sociales de Catégorie J) aurait été annulée suite au remboursement, au rachat ou à un autre titre au moment de la distribution, le solde de toute distribution de dividendes sera affecté à la dernière catégorie de parts sociales en circulation qui précède dans l'ordre inverse à l'ordre alphabétique (par exemple: les Parts Sociales de Catégorie I).

5.5.3 Sous réserve des dispositions prévues à l'Article 5.5.2 de ces Statuts, le gérant unique ou le conseil de gérance, le cas échéant peut/peuvent décider de payer des dividendes intérimaires aux associés avant la fin de l'exercice sur la base d'un état des comptes montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut excéder, le cas échéant, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à une réserve indisponible devant être établie conformément à la Loi ou les présents Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas à des bénéfices réellement réalisés peuvent être récupérées de(s) l'associé(s) concerné(s).

## 5.6 - Rachat de Parts Sociales

Sous réserve de l'accord préalable de tous les associés, le capital social de la Société peut être réduit par le rachat et l'annulation de l'intégralité d'une ou plusieurs catégorie de parts sociales pourvu cependant que des réserves suffisantes soient disponibles à cet effet et (ii) la Société ne peut en aucun cas racheter et annuler les Parts Sociales de Catégorie A et, seulement si la Société rachète et annule une ou plusieurs catégorie(s) entière(s) de parts sociales. En cas de rachats et annulations de catégories de parts sociales, ces rachats et annulations seront effectués dans l'ordre suivant:

- (i) Parts Sociales de Catégorie J;
- (ii) Parts Sociales de Catégorie I;
- (iii) Parts Sociales de Catégorie H;
- (iv) Parts Sociales de Catégorie G;
- (v) Parts Sociales de Catégorie F;
- (vi) Parts Sociales de Catégorie E;
- (vii) Parts Sociales de Catégorie D;
- (viii) Parts Sociales de Catégorie C; et
- (ix) Parts Sociales de Catégorie B.

En cas de réduction du capital social par rachat et annulation de catégorie(s) de parts sociales (dans l'ordre prévu ci-dessus), chacune de ces catégories de parts sociales donne à ses détenteurs le droit (proportionnellement à leur participation dans la catégorie de parts sociales concernée) à une fraction du Montant Total d'Annulation tel que fixé par le gérant unique ou en cas de pluralité de gérant par le conseil de gérance et approuvé par l'assemblée générale des associés, et, les détenteurs des parts sociales de la catégorie de parts sociales rachetée et annulée devront recevoir de la Société un montant égal à la Valeur d'Annulation par Part Sociale pour chaque part sociale de la catégorie de parts sociales concernée qu'ils détenaient et qui a été rachetée et annulée. Afin d'éviter tout doute, la Société pourra s'acquitter de ses obligations de paiement en numéraire, en nature ou par voie de compensation.

Pour les besoins des présents Statuts, les termes suivants doivent avoir les significations suivantes:

«Montant Disponible» signifie le montant total des profits nets de la Société (incluant les profits reportés) augmenté par (i) toute réserve spéciale créée librement distribuable (y compris, pour éviter toute ambiguïté, mais non limité à la réserve de prime d'émission relative à la/les catégorie(s) de parts sociales rachetée(s)/annulée(s) le cas échéant) et (ii) selon les cas par le montant de la réduction de capital social et de la réduction de la réserve légale en relation avec la catégorie de parts sociales devant être rachetée et annulée mais réduite par (i) toutes pertes (incluant les pertes reportées) (ii) toutes sommes devant être placées en réserve(s) indisponible(s) suivant les exigences de la Loi ou des Statuts, et (iii) toutes sommes qui, de l'avis raisonnable du gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérances, sont mises de côté pour couvrir les coûts de fonctionnement ou autres engagements, obligations, dettes ou dépenses de la Société, chaque fois tel que cela est prévu par les Comptes Intérimaires y relatif (pour éviter tout doute sans double comptage) de sorte que:

$$MD = (PN + R + RC) - (PE + RL + PC)$$

Soit:

MD = Montant disponible (tel que défini ci-dessus).

PC = toutes sommes qui, de l'avis raisonnable du gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérances, sont mises de côté pour couvrir les coûts de fonctionnement ou autres engagements, obligations, dettes ou dépenses de la Société.

PN = Profits nets (incluant les profits reportés).

R = Toutes réserves spéciales créées librement distribuables (incluant, mais non limité à la réserve de prime d'émission relative à la/les catégorie(s) de parts sociales rachetée(s)/annulée(s) le cas échéant).

RC = Montant de la réduction de capital social et de la réduction de la réserve légale en relation avec la catégorie des parts sociales devant être annulée.

PE = Pertes (incluant les pertes reportées) considérées comme un montant positif.

RL = toute somme devant être placée dans une réserve(s) indisponible(s) suivant les exigences de la Loi ou des Statuts.

Le Montant Disponible doit être établi dans les Comptes Intérimaires et doit être évalué par le gérant unique de la Société ou en cas de pluralité de gérants, par le conseil de gérance de la Société, de bonne foi et en vue de la capacité de la Société à poursuivre ses activités.

«Valeur d'Annulation par Part Sociale» désigne le Montant Total d'Annulation à appliquer à la catégorie de parts sociales à racheter et annuler, divisé par le nombre de parts sociales en circulation dans cette catégorie de parts sociales.

«Comptes Intérimaires» signifie les comptes intérimaires de la Société à la Date des Comptes Intérimaires concernée.

«Date des Comptes Intérimaires» signifie la date qui ne doit pas être antérieure de trente (30) jours et non postérieure de dix (10) jours à la date du rachat et de l'annulation de la catégorie des parts sociales concernées.

«Montant Total d'Annulation» désigne le montant n'excédant pas le Montant Disponible fixé par le gérant unique ou en cas de pluralité de gérant par le conseil de gérance et approuvé par l'assemblée générale des associés sur le fondement des Comptes Intérimaires concernés, sous réserve, cependant, que le Montant Total d'Annulation ne dépasse jamais le Montant Disponible.

Le Montant Total d'Annulation mentionné au paragraphe ci-dessus devra être déterminé par le gérant unique de la Société ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance de la Société à son entière discrétion et ce dans le meilleur intérêt de la Société. Afin d'éviter tout doute, le gérant unique de la Société ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance de la Société peut choisir à son entière discrétion d'inclure ou d'exclure dans la détermination du Montant Total d'Annulation les réserves librement distribuables en partie ou en totalité.

Aucune catégorie de parts sociales ne peut être annulée si, en conséquence, le capital social de la Société passerait en deçà du minimum requis par la Loi.

Les parts sociales propres ne seront pas prises en compte pour la détermination du quorum et de la majorité aussi longtemps qu'elles restent détenues par la Société.

## 5.7 - Registre des Parts Sociales

Toutes les parts sociales ainsi que leurs transferts sont consignés dans le registre des associés conformément à l'Article 185 de la Loi.

## Art. 6. Gestion.

### 6.1 - Nomination et Révocation

6.1.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants ont été nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Le(s) gérant(s) n'est/ne doivent pas nécessairement être associé(s).

6.1.2 Le(s) gérant(s) est/sont nommé(s) par décision des associés.

6.1.3 Un gérant pourra être révoqué ad nutum avec ou sans motif et remplacé à tout moment sur décision adoptée par les associés.

6.1.4 Le gérant unique et chacun des membres du conseil de gérance peuvent être rémunérés pour ses/leurs service(s) en tant que gérant(s) ou remboursés de leurs dépenses raisonnables sur décision des associés.

### 6.2 - Pouvoirs

6.2.1 Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les présents Statuts à l'assemblée générale des associés relèvent de la compétence du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants de la compétence du conseil de gérance.

6.2.2 Le gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra sous-déléguer sa compétence pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc.

6.2.3 Le gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance déterminera les responsabilités du mandataire ou des mandataires et sa ou leur rémunération (s'il y en a), la durée de la période de représentation et toutes les autres conditions pertinentes de ce ou ces mandat(s).

### 6.3 - Représentation et Pouvoir de Signature

6.3.1 Dans les rapports avec les tiers et avec la justice, le gérant unique, et en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance aura tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations en conformité avec l'objet social de la Société.

6.3.2 La Société sera engagée par la seule signature du gérant unique et, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants ou par la signature conjointe ou seule de toute personne à qui un tel pouvoir aura été délégué par le conseil de gérance.

### 6.4 - Président, Vice-Président, Secrétaire, Réunions

6.4.1 Le conseil de gérance peut choisir parmi ses membres un président et un vice-président. Il peut aussi désigner un secrétaire, gérant ou non, qui sera chargé de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et des associés et qui sera soumis aux mêmes règles de confidentialité que celles applicables aux gérants.

6.4.2 Les réunions du conseil de gérance peuvent être convoquées par tout membre du conseil de gérance. La convocation, contenant l'ordre du jour et le lieu de la réunion, doit être envoyée par lettre (envoyée par courrier express ou courrier spécial), télégramme, télex, télécopie ou e-mail au moins deux (2) jours avant la date fixée pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de ces circonstances sera mentionnée dans la convocation et dans ce cas, un préavis d'au moins vingt-quatre (24) heures avant l'heure prévue pour la réunion sera suffisant. Il peut être renoncé à toute convocation par le consentement de chaque gérant exprimé lors de la réunion ou par écrit ou par télégramme, télex, télécopie ou e-mail. Une convocation séparée ne sera pas requise pour les réunions individuelles tenues aux heures et lieux prévus dans un calendrier préalablement adopté par décision du conseil de gérance. Tous les efforts raisonnables seront effectués de sorte que, préalablement à toute réunion du conseil, une copie des documents et / ou supports à discuter ou adopter par le conseil lors de cette réunion soit fournie à chaque gérant.

6.4.3 Le conseil de gérance ne peut délibérer et agir valablement que si au moins la majorité des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance. Les résolutions sont adoptées à la majorité des voix exprimées des gérants présents ou représentés à cette réunion.

6.4.4 Les décisions du conseil de gérance seront consignés dans des procès-verbaux, à signer par le président ou par tout membre du conseil de gérance de la Société.

6.4.5 Des résolutions écrites, approuvées et signées par tous les gérants, produiront effet au même titre qu'une résolution prise lors d'une réunion du conseil de gérance. Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents distincts.

6.4.6 Les copies ou extraits de ces procès-verbaux et résolutions qui pourraient être produits en justice ou autre seront signés par le président ou par tout membre du conseil de gérance de la Société.

6.4.7 Un gérant peut nommer un autre gérant (mais pas toute autre personne) pour agir comme son représentant à une réunion du conseil pour assister, délibérer, voter et exercer toutes ses fonctions en son nom à cette réunion du conseil. Un gérant peut agir en tant que représentant de plusieurs gérants à une réunion du conseil de gérance à condition que (sans préjudice des exigences de quorum) au moins deux (2) gérants soient physiquement présents à une réunion du conseil tenue physiquement ou participent en personne à une réunion du conseil tenue conformément aux dispositions de l'Article 6.4.8.

6.4.8 Tout gérant peut participer aux réunions du conseil de gérance par conférence téléphonique ou vidéoconférence ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les gérants participant à la réunion de s'entendre mutuellement. La participation à une réunion par de tels moyens équivaut à une participation en personne à cette réunion.

### 6.5 - Responsabilité des Gérants

Aucun gérant ne contracte en raison de sa fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements valablement entrepris par lui au nom de la Société.

## Art. 7. Décisions des associés.

7.1 Pour autant que toutes les parts sociales sont détenues par un seul associé, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'Article 179 (2) de la Loi et les Articles 200-1 et 200-2 de la Loi, entre autres, s'appliqueront. L'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés.

7.2 En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts sociales qu'il détient. Chaque associé a autant de voix qu'il possède de parts sociales.

7.3 Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant que les associés détenant plus de la moitié du capital social les adoptent, étant entendu que si cette majorité n'est pas atteinte, les associés peuvent être convoqués à nouveau ou consultés à nouveau par écrit par lettre recommandée, et les décisions seront valablement prises par la majorité des voix exprimés, indépendamment de la quotité du capital social représenté.



7.4 Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts, sauf le cas de changement de nationalité qui requiert un vote unanime, ne peuvent être adoptées que par une majorité en nombre d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social de la Société, sous réserve des dispositions de la Loi.

7.5 Une assemblée des associés peut valablement délibérer et prendre des décisions sans se conformer à tout ou partie des exigences et formalités de convocation si tous les associés ont renoncé aux exigences et formalités de convocation soit par écrit, soit à l'assemblée des associés en question, en personne ou par un représentant autorisé.

7.6 Un associé peut se faire représenter à une assemblée des associés en désignant par écrit (par fax ou par e-mail ou tout autre moyen similaire) un mandataire qui n'est pas nécessairement un associé.

7.7 La tenue d'assemblées générales des associés n'est pas obligatoire tant que le nombre des associés n'est pas supérieur à vingt-cinq (25). Dans ce cas, chaque associé recevra le texte précis des résolutions ou décisions à prendre expressément formulées et émettra son vote par écrit.

7.8 Les conditions de majorité applicables à l'adoption de décisions par l'assemblée des associés s'appliquent mutatis mutandis à l'adoption de décisions écrites des associés. Les décisions écrites des associés sont valablement prises dès réception par la Société des exemplaires originaux (ou des copies envoyées par télécopie ou en tant que pièces jointes de courrier électronique) des votes des associés représentant la majorité requise pour l'adoption des décisions en question, indépendamment du fait que tous les associés aient voté ou non.

#### **Art. 8. Assemblée générale annuelle des associés.**

8.1 Au moins une réunion des associés devra être tenue chaque année. Si le nombre des associés est supérieur à vingt-cinq (25), cette assemblée générale annuelle des associés doit être tenue, conformément à l'Article 196 de la Loi, au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg tel que précisé dans l'avis de convocation de l'assemblée, le vingt-huitième jour du mois de juillet à 11.30.

8.2 Dans le cas où ce jour n'est pas un jour ouvrable à Luxembourg, l'assemblée générale annuelle se tiendra le jour ouvrable précédant. L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger, si de l'avis discrétionnaire et définitif du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, des circonstances exceptionnelles le requièrent.

#### **Art. 9. Audit.**

9.1 Si le nombre des associés est supérieur à vingt-cinq (25), les opérations de la Société devront être supervisées par un ou plusieurs commissaires aux comptes conformément à l'Article 200 de la Loi, qui ne sont pas nécessairement associés. S'il y a plus d'un commissaire aux comptes, les commissaires aux comptes agiront en collège et formeront le conseil des commissaires aux comptes.

9.2 Sans tenir compte de ce qui précède, la Société sera surveillée par un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises agréé(s) lorsqu'il existe une obligation légale à cet effet ou si la Société est autorisée par la loi à opter pour, et choisit d'opter pour, la nomination d'un réviseur(s) d'entreprises agréé(s) au lieu d'un commissaire aux comptes. Le réviseur(s) d'entreprises agréé(s) sera nommé sur une base annuelle (le mandat étant renouvelable également sur base annuelle).

#### **Art. 10. Exercice social - Comptes annuels.**

##### **10.1 - Exercice Social**

L'exercice social de la Société commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de chaque année (toutes les dates étant comprises comme incluses).

##### **10.2 - Comptes Annuels**

10.2.1 Chaque année, le gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance dresse un inventaire, un bilan et un compte de profits et pertes conformément aux dispositions de l'Article 197 de la Loi.

10.2.2 Chaque associé pourra personnellement ou par l'intermédiaire d'un mandataire désigné, examiner, au siège social de la Société, l'inventaire, le bilan, le compte de profits et pertes et, le cas échéant, le rapport du/des commissaire(s) aux compte(s) conformément à l'Article 200 de la Loi. Lorsque le nombre des associés excède vingt-cinq (25), cet examen ne sera autorisé que quinze jours avant la réunion.

#### **Art. 11. Dissolution - Liquidation.**

11.1 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

11.2 Sauf dans le cas d'une dissolution par décision judiciaire, la dissolution de la Société ne peut se faire que sur décision adoptée par l'assemblée générale des associés dans les conditions exigées pour la modification des Statuts.

11.3 Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunération.

11.4 Le boni de liquidation devra être distribué aux détenteurs de toutes les catégories de parts sociales dans l'ordre de priorité et pour le montant nécessaire pour atteindre sur une base globale le même résultat économique que celui prévu par les dispositions de distribution contenues dans l'Article 5.6 de ces mêmes Statuts.

**Art. 12. Référence à la loi.** Pour tous les points non expressément prévus aux présents Statuts, il est fait référence aux dispositions de la Loi.»

*Sixième résolution*

L'Associé Unique DECIDE de constater et d'accepter, avec effet immédiat, la démission de C.T.M. Corporation N.V. en tant que gérant exécutif de la Société.

*Septième résolution*

L'Associé Unique DECIDE de nommer, avec effet immédiat:

- Mr. Bakary SYLLA, né le 1<sup>er</sup> novembre 1976 à Monrovia (Libéria), résidant professionnellement au 55, Avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg,
- Mme Martina SCHÜMANN, née le 22 janvier 1961 à Trèves (Allemagne), résidant professionnellement au 55, Avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, en tant que nouveaux gérants de la Société pour une durée indéterminée.

*Huitième résolution*

L'Associé Unique DECIDE d'établir le siège social de la Société au 55 Avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Le notaire instrumentant qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande du même comparant, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte fait ayant été faite au comparant, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: D. TEMPE, D. KOLBACH.

Enregistré à Diekirch A.C., le 02 novembre 2015. Relation: DAC/2015/18483. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé):* Jeannot THOLL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande.

Redange-sur-Attert, le 05 novembre 2015.

Référence de publication: 2015181337/978.

(150201717) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 novembre 2015.

**Ifore SICAV-SIF S.C.A., Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 199.829.

In the year two thousand and fifteen, on the thirtieth day of October.

Before us Maître Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held

the extraordinary general meeting (the "Extraordinary General Meeting") of the shareholders of IFORE SICAV-SIF S.C.A., a partnership limited by shares (société en commandite par actions) qualifying as an investment company with variable share capital - specialised investment fund (société d'investissement à capital variable - Fonds d'investissement spécialisé), registered on the official list of specialised investment funds governed by the law of February 13<sup>th</sup>, 2007, as amended, having its registered office at 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies' register under number B 199.829, incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg on September 4<sup>th</sup>, 2015, pursuant to a deed of the undersigned notary, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2494 of September 15, 2015 (the "Company").

The Extraordinary General Meeting was opened with Me Jonathan BURGER, Avocat à la Cour, with professional address in Luxembourg, as chairman.

The President appoints as secretary Me Jean ROLLIN, Avocat, with professional address in Luxembourg.

The Meeting elects as scrutineer Me Sze-suen LI, Avocat, with professional address in Luxembourg,

The board of the Extraordinary General Meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I. That the agenda of the Extraordinary General Meeting is the following:

*Agenda:*

1. Restatement of Article 10. Issuance of Shares;
2. Restatement of Article 11. Redemption of Shares
3. Restatement of Article 13. Net Asset Value;

II. That the shareholder represented, the proxyholder of the represented shareholder and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the proxyholder of the represented shareholder and by the board of the Extraordinary General Meeting, will remain attached to the present deed in order to be registered therewith.

The proxy of the represented shareholder, initialed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party, will also remain annexed to the present deed.

III. That it appears from the attendance list that 31,000 shares are present or represented at the meeting, representing 100% of the shares of the Company.

100% of all the shares of the Company being present or represented, the meeting is validly constituted and may properly resolve on the agenda.

IV. The shareholder being present or represented, it recognized itself as informed of the agenda of the meeting, the meeting can be therefore held without prior notice.

Then the Extraordinary General Meeting (the "General Meeting"), unanimously, took the following resolutions:

*First resolution*

The General Meeting resolves to restate the Article 10. Issuance of Shares as follows:

**"Art. 10. Issuance of shares.** Unless they are defined otherwise in these Articles, capitalized terms and other expressions used herein shall have the meanings assigned to them in the Issuing Document.

The General Partner is authorized, at any time and without limitation, to issue additional shares, fully paid-up, without reserving to the former shareholders any preferential subscription right, in accordance with the terms and conditions set forth in the Issuing Document.

The General Partner may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any class of shares; the General Partner may, in particular, decide that shares of any class shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the Issuing Document.

(a) First Closing

Shareholders may commit to subscribe for Shares on each Closing as determined by the General Partner and taking place between the First Closing and the Final Closing as further specified in the Issuing Document. Shares (of whatever Class) subscribed at any time will be issued at a price equal to their Initial Subscription Price.

The Initial Subscription Price per Class of Share is specified in the relevant Sub-Fund's Appendix. Such Initial Subscription Price may be increased by a Subscription Fee as specified in the relevant Sub-Fund's Appendix. The Subscription Fee payment will not be treated as a Capital Contribution and will be payable to the General Partner.

In consideration for the payment of any Capital Contribution further to a Drawdown Notice, the Company will issue to the Shareholder a number of fully paid-up Shares at an Initial Subscription Price, as set forth in the relevant Sub-Fund's Appendix equal to the amount of the Capital Contribution paid by the Shareholder.

(b) Subsequent Closing

After the First Closing and until the Final Closing, new Shareholders may be admitted, or existing Shareholders may increase their Commitments at any Subsequent Closing. Each Subsequent Closing will occur at the date determined by the General Partner.

Such Subsequent Shareholders will be treated as if they had invested in the Company at the First Closing and will participate pro rata to their Commitment in investments made (unless already realized) and fees and expenses incurred by the Company in respect of the Sub-Fund before their admission.

At the first Drawdown Date following the acceptance of their Subscription Form, and further to a Drawdown Notice, Subsequent Shareholders will have to pay an Equalisation Contribution corresponding to the aggregate percentage of the Commitment which they would have been required to pay in had they been a Shareholder as from the First Closing. Payment of the Equalisation Contribution will be used as soon as is practicable after receipt from such Subsequent Shareholders to compulsorily redeem Shares from the Prior Shareholders in the Sub-Fund at their Initial Subscription Price and pro rata to their respective Commitments so that immediately thereafter the amounts of all Shareholders' Undrawn Commitments in the Sub-Fund will bear the same proportion to their respective Commitments to the Sub-Fund. The amounts returned to a Prior Shareholder further to such compulsory redemption shall increase the Undrawn Commitment of such Prior Shareholder by the same amount, and may be recalled in one or more subsequent Drawdowns.

In addition to the Equalisation Contribution, at the first Drawdown Date following the acceptance of their Subscription Form, and further to a Drawdown Notice, each Subsequent Shareholder shall be required to pay an Actualisation Interest to the Prior Shareholders of the Sub-Fund pro rata to their respective Commitments.

For the avoidance of doubt, contrary to the Equalisation Contribution, payment of the Actualisation Interest will not be deemed a Capital Contribution by the Subsequent Shareholders and thus will not consummate their Commitment. Then the amounts of Actualisation Interest paid to the Prior Shareholders may not be recalled and Shares will not be redeemed on payment of Actualisation Interest. The Actualisation Interest will be the compound interest at the annual rate specified in the relevant Sub-Fund's Appendix on the Equalisation Contribution (or the relevant portion thereof) to be paid in by each Subsequent Shareholder for the period commencing on each previous Drawdown Date when such Equalisation Con-

tribution (or the relevant portion thereof) would have been paid had such Subsequent Shareholder been a Shareholder as from the First Closing and ending on the Drawdown Date applicable to the payment of the Equalisation Contribution by such Subsequent Shareholder. The relevant Actualisation Interest will be calculated on the basis of the actual number of days elapsed based on a 365 (three hundred sixty five) day year.

The Initial Subscription Price per Class of Share is specified in the relevant Sub-Fund's Appendix. Such Initial Subscription Price may be increased by a Subscription Fee as specified in the relevant Sub-Fund's Appendix. The Subscription Fee payment will not be treated as a Capital Contribution and will be payable to the General Partner.

In consideration for the payment of any Capital Contribution (including the Equalisation Contribution) further to a Drawdown Notice, the Company will issue to the Shareholder a number of fully paid-up Shares at an Initial Subscription Price, as set forth in the relevant Sub-Fund's Appendix equal to the amount of the Capital Contribution paid by the Shareholder.

The General Partner may delegate to any manager, officer or other duly authorized agent the power to accept subscriptions and to receive payment of the subscription price of the new shares to be issued and to deliver them.

If subscribed shares are not paid for, the Company may redeem the shares issued whilst retaining the right to claim its issue fees, commissions and any other fees."

### *Second resolution*

The General Meeting resolves to restate the Article 11. Redemption of Shares as follows:

**" Art. 11. Redemption of shares.** Unless they are defined otherwise in these Articles, capitalized terms and other expressions used herein shall have the meanings assigned to them in the Issuing Document.

Except if prohibited by the General Partner for or a class of shares in the Issuing Document, each shareholder shall be entitled, subject to any terms, conditions and restrictions imposed by the General Partner, to ask the Company to redeem all or part of the shares the shareholders holds; it being understood that the General Partner may impose restrictions as to the frequency at which shares may be redeemed in any class.

Shares shall be redeemed compulsorily in the cases and conditions described in the Issuing Document. Shares may also be redeemed compulsorily upon express request of the General Partner whether it considers compulsory redemption to be in the best interest of the Shareholders. Shares may also be redeemed upon express proposal of the General Partner and in other circumstances, as provided for in the Issuing Document.

Except in the cases of compulsory redemption specified in the Issuing Document, the redemption price of a share will be equal to the Net Asset Value per share of the relevant class of shares, as determined in accordance with the provisions of Article 13 hereinafter, less any percentage estimate of costs and expenses to be incurred by the Company (if any) as disclosed in the Issuing Document. The redemption price will be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the General Partner may determine.

In the event of significant redemption applications relating to more than 10% of the shares issued in a specific share class or sub-fund, the Company may, but has no obligation to, decide that part or all of such requests for repurchase will be deferred for such period as the Company considers to be in the best interests of the Shareholders. The requests for redemption at such Valuation Day shall be reduced pro rata and the Shares which are not redeemed by reason of such limit shall be treated as if a request for redemption had been made in respect of each subsequent Valuation Day until all the Shares to which the original request related have been redeemed. Redemption Requests which have been carried forward from an earlier Valuation Day shall be complied with (subject always to the foregoing limits) and given priority over later requests.

All redemption applications must be presented by the shareholder in writing to the registered office of the Company or to another legal entity authorized with regard to the redemption of shares. Applications must state the name of the shareholder, the class of shares, the number of shares or the amount to be redeemed, as well as the instructions for paying the redemption price.

The General Partner may delegate to any manager or any executive or other authorized agent of the Company duly authorized to such effect the task of accepting redemptions and of paying or receiving payment of the redemption price of the shares to be redeemed.

The redemption price shall be payable within a period as determined from time to time by the General Partner and disclosed in the Issuing Document.

Neither the General Partner nor the Depositary of the Company may be held liable for any failure to pay redemption proceeds resulting from the application of any exchange control or other circumstances that are outside their control, which would restrict transfer of the proceeds from the redemption of the shares or make it impossible.

Before the redemption price can be paid, redemption applications must be accompanied by the share certificate(s) (when issued) in the due and proper form and the documents required in order to effect their transfer. Shares repurchased by the Company may be cancelled."

### *Third resolution*

The General Meeting resolves to restate the Article 13. Net Asset Value as follows:

“ **Art. 13. Net asset value.** The net asset value (the "Net Asset Value") of a share, irrespective of the class of shares for which it is issued, shall be determined in the currency chosen by the General Partner, as disclosed in the Issuing Document, by way of a figure obtained by dividing on the Valuation Day the net assets of the class of shares in question by the number of shares issued in this class of shares.

The Net Asset Value per share may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the General Partner shall determine. If, since the time of determination of the Net Asset Value, there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments attributable to the relevant class of shares are dealt in or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of the shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation, in which case all relevant subscription and redemption requests will be dealt with on the basis of that second valuation.

The net assets of the Company shall be formed by the assets of the Company as defined below, less the liabilities of the Company as defined below, on the Valuation Day on which the Net Asset Value of the shares is determined.

(1) The assets of the Company comprise the following:

- a) all cash in hand or held at banks, including interest accrued and not paid;
- b) all bills and notes payable at sight and accounts receivable, including proceeds from the sale of securities, the price of which has not yet been collected;
- c) all securities, units, shares, bonds, option or subscription rights, and other investments and transferable securities which are the property of the Company;
- d) all dividends and distributions due to the Company in cash or securities insofar as the Company could reasonably have knowledge thereof (the Company may however make adjustments in view of fluctuations in the market value of transferable securities on the basis of operations such as ex dividend and ex rights trading);
- e) all interest accrued and not paid produced by the securities which are the property of the Company, unless however such interest is included in the principal amount of such securities;
- f) the costs of incorporation of the Company insofar as they have not been amortized;
- g) all other assets, whatever the nature thereof, including prepaid expenses.

The value of such assets shall be determined according to the following principles:

(i) The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued and not yet received, is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof;

(ii) The value of the financial assets will be their acquisition price less value adjustments for permanent impairment in value that are considered necessary in the opinion of the General Partner. The acquisition price includes charges and expenses in connection with the acquisition. In assessing a potential impairment, the General Partner will estimate the market value of the financial assets in good faith taking into account traditional valuation methodologies issued by the latest amended version of the International Private Equity & Venture Capital Guidelines. The methodologies will consist of valuation estimates based on: valuations of comparable public companies, recent sales of comparable companies, discounting the forecasted cash flows of the Investment, the liquidation or collateral value of the Investment's assets, third party valuations of the Investment, third party sale offers, potential strategic buyer analysis and the value of recent investments.

(2) The liabilities of the Company comprise the following:

- a) all loans, bills outstanding and accounts payable;
- b) all administration costs outstanding or due, including remuneration to investment advisors, managers, the custodian bank, representatives and agents of the Company;

For the valuation of the amount of these liabilities, the Company shall take into account prorata temporis the expenses, administrative and other, that occur regularly or periodically;

c) all known obligations, whether outstanding or not yet payable, including all contractual obligations due which relate to payments either in cash or in kind, including the amount of the dividends announced by the Company but not yet paid, when the Valuation Day coincides with the date on which determination of the person entitled thereto is undertaken;

d) an appropriate provision for tax on share capital and income, accrued to the Valuation Day and fixed by the General Partner, and other provisions authorized or approved by the General Partner;

e) all other obligations of the Company, whatever the nature thereof, with the exception of the liabilities represented by the Company's own funds. With regard to valuation of the amount of such liabilities, the Company may take account of administrative and other expenses which are regular or periodic in nature by way of an estimate for the year or any other period, allocating the amount pro rata over the fractions of such period.

(3) For the requirements of this Article:

a) each share of the Company which is in the process of being redeemed pursuant to Article 11 of the present Articles shall be considered as a share which is issued and existing until the time of close of business on the Valuation Day applying



to redemption of such share and the price thereof shall, with effect from and until such time as the price thereof is paid, be considered as a liability of the Company;

b) each share to be issued by the Company in accordance with subscription applications received shall be treated as being issued with effect from close of business on the Valuation Day during which its issue price has been determined, and the price thereof shall be treated as an amount due to the Company until the Company has received the same;

c) all investments, cash balances and other assets of the Company expressed in currencies other than in the respective currency of the Company, as the case may be, shall be valued taking account of the exchange rates in force on the date and at the time of determination of the Net Asset Value of the shares; and

d) on the Valuation Day, effect shall be given insofar as possible to any purchase or sale of securities contracted by the Company.

(4) In the absence of significant error as defined by Luxembourg regulation, every decision in calculating the Net Asset Value taken by the General Partner or by any bank, company or other organization which the General Partner has appointed for the purpose of calculating the Net Asset Value, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.”

There being no further business on the agenda, the Chairman has adjourned the Meeting.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is only worded in English version.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

After reading the present deed to the appearing persons, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said appearing persons have signed with Us, the notary, the present deed.

Signé: J. BURGER, J. ROLLIN, S. LI, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 03 novembre 2015. 2LAC/2015/24711. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur* (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 06 novembre 2015.

Référence de publication: 2015181388/226.

(150202361) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 novembre 2015.

**Saransk Gas S.A., Société Anonyme,  
(anc. Jetmoon).**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.  
R.C.S. Luxembourg B 157.703.

In the year two thousand and fifteen, on the fourth day of the month of November;

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

Is held

an extraordinary general meeting (the “Meeting”) of the shareholders of “JETMOON”, a public limited company (“société anonyme”) governed by the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, established and having its registered office in L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau, registered with the Trade and Companies Registry of Luxembourg, section B, under number 157703, (the “Company”), incorporated pursuant to a deed of the officiating notary, on December 15, 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 343 of February 21, 2011,

and whose articles of association (the “Articles”) have not been amended since.

The Meeting is presided by Mr Christophe JASICA, employee, with professional address in L-2370 Howald, 4, rue Peternelchen.

The Chairman appoints as secretary Mrs Laetitia KELKERMANS, employee, with professional address in L-2370 Howald, 4, rue Peternelchen.

The Meeting elects as scrutineer Mrs Catherine BEERENS, employee, with professional address in L-2370 Howald, 4, rue Peternelchen.

The board of the Meeting having thus been constituted, the Chairman has declared and requested the officiating notary to state:

A) That the agenda of the Meeting is the following:

*Agenda*

1. Change of the corporate name into “SARANSK GAS S.A.” and subsequent amendment of article 1 of the articles of association;

2. Suppression of the indication of the nominal value of the three hundred and ten (310) representative shares of the corporate capital;

3. Change of the currency of the corporate capital in order to express it henceforth in US Dollars, in accordance with the EUR/USD exchange rate (median price) available as at October 13, 2015 on the OANDA website;

4. Increase of the corporate capital by an adequate amount so as to raise it from its amount, obtained after conversion, to forty thousand US Dollars (40,000.- USD), without creation of new shares, but by the increase of the par value of the existing sharers;

5. Full payment of the capital increase by the sole shareholder by contribution in cash;

6. Fixing of the nominal value of each share at one hundred US Dollars (100.- USD) and exchange of the existing three hundred and ten (310) shares without designation of nominal value against four thousand (4.000) shares with a nominal value of ten US Dollars (10.- USD) each;

7. Subsequent amendment of the first paragraph of article 5 of the articles of association;

8. Amendment to the shareholders' register in order to reflect the above changes with power and authority given to any director of the Company, acting individually, to proceed, on behalf of the Company, with the exchange of the shares; and

9. Miscellaneous.

B) That the sole shareholder (the “Sole Shareholder”), duly represented, as well as the number of the shares held by him, are shown on an attendance list; this attendance list is signed by the proxy-holder of the Sole Shareholder, the members of the board of the Meeting and the officiating notary.

C) That the proxy of the represented Sole Shareholder, signed “ne varietur” by the proxy-holder of the Sole Shareholder, the members of the board of the Meeting and the officiating notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

D) That the whole corporate capital being represented at the present Meeting and that the sole shareholder, duly represented, declares having had due notice and got knowledge of the agenda prior to this Meeting and waiving to the usual formalities of the convocation, no other convening notice was necessary.

E) That the present Meeting, representing the whole corporate capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items on the agenda.

Then the Meeting, after deliberation, took unanimously the following resolutions:

#### *First resolution*

The Meeting resolves to change the corporate name into “SARANSK GAS S.A.” and to subsequently amend article 1 of the Articles in order to give it the following wording:

“There exists a public limited company (“société anonyme”) under the name of “SARANSK GAS S.A.”, governed by the present articles of association as well as by the respective laws and more particularly by the modified law of 10 August 1915 on commercial companies.”

#### *Second resolution*

The Meeting decides:

- to suppress the indication of the nominal value of the three hundred and ten (310) representative shares of the corporate capital; and

- to change the currency of the corporate capital, actually fixed at thirty-one thousand Euros (31,000.- EUR), and to express it henceforth in Euros, according to the exchange rate (median price) 1.- EUR = 1.13701 USD, available as at October 13, 2015 on the OANDA website, being thirty-five thousand two hundred forty-seven US Dollars and thirty Cents (35,247.30 USD).

#### *Third resolution*

The Meeting resolves to increase the corporate capital by an amount of four thousand seven hundred fifty-two US Dollars and seventy Cents (4,752.70 USD) so as to raise it from its present amount, after conversion, of being thirty-five thousand two hundred forty-seven US Dollars and thirty Cents (35,247.30 USD) to forty thousand US Dollars (40,000.- USD), without creation of new shares, but by the increase of the par value of the existing three hundred and ten (310) shares.

#### *Payment of the capital increase*

The Meeting acknowledges that the here-before decided capital increase has been fully paid up by the Sole Shareholder by payment in cash, so that the amount of four thousand seven hundred fifty-two US Dollars and seventy Cents (4,752.70 USD) is from this day on at the free disposal of the Company, as has been proved to the notary by a bank certificate, who expressly attests thereto.

#### *Fourth resolution*

The Meeting decides to fix the nominal value of each share at ten US Dollars (10.- USD) and to exchange the existing three hundred and ten (310) shares without designation of the nominal value against four thousand (4.000) shares with a nominal value of ten US Dollars (10.- USD) each.

#### *Fifth resolution*

As a consequence of the foregoing, the Meeting decides to amend the first paragraph of article 5 of the Articles in order to give it the following wording:

“The subscribed capital is set at forty thousand US Dollars (40,000.- USD), represented by four thousand (4.000) shares with a nominal value of ten US Dollars (10.- USD) each, fully paid up.”

#### *Sixth resolution*

The Meeting resolves to amend the shareholders' register in order to reflect the above changes and empowers and authorizes any director of the Company, acting individually, to proceed, on behalf of the Company, with the exchange of the shares.

No further item being on the agenda of the Meeting and nobody asking to speak, the Chairman then adjourned the Meeting.

#### *Costs*

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately evaluated at one thousand two hundred and fifty Euros (EUR 1,250.-).

#### *Statement*

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the appearing persons, known to the notary by their name, first name, civil status and residence, the said appearing persons have signed together with Us, the notary, the present deed.

#### **Suit la version en langue anglaise du texte qui précède:**

L'an deux mille quinze, le quatrième jour du mois de novembre;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), sous-signé;

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire (l'“Assemblée”) des actionnaires de “JETMOON”, une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, établie et ayant son siège social à L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 157703, (la “Société”), constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, le 15 décembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 343 du 21 février 2011,

et dont les statuts (les “Statuts”) n'ont plus été modifiés depuis lors.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Christophe JASICA, employé, demeurant professionnellement à L-2370 Howald, 4, rue Peterelchen

Le Président désigne comme secrétaire Madame Laetitia KELKERMANS, employée, demeurant professionnellement à L-2370 Howald, 4, rue Peterelchen L'Assemblée choisit comme scrutatrice Madame Catherine BEERENS, employée, demeurant professionnellement à L-2370 Howald, 4, rue Peterelchen.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président a déclaré et requis le notaire instrumentant d'acter:

A) Que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

#### *Ordre du jour*

1. Changement de la dénomination sociale en “SARANSK GAS S.A.” et modification afférente de l'article 1 des statuts;
2. Suppression de l'indication de la valeur nominale des trois cent dix (310) actions représentatives du capital social;
3. Conversion de la devise d'expression du capital social afin de l'exprimer dorénavant en US dollars, sur base de taux de change EUR/USD (prix médian) au 13 octobre 2015 en vigueur sur le site internet OANDA;
4. Augmentation du capital social d'un montant adéquat afin de le porter de son montant obtenu après conversion à quarante mille dollars US (40.000.- EUR), sans création d'actions nouvelles, mais par l'augmentation du pair comptable des actions existantes;
5. Libération intégrale de l'augmentation de capital par l'actionnaire unique actuel par apport en numéraire;
6. Fixation de la valeur nominale de chaque action à cent dollars US (100.-USD) et échange des trois cent dix (310) actions sans désignation de valeur nominale contre quatre mille (4.000) actions avec une valeur nominale de dix dollars US (10.- USD) chacune;
7. Modification subséquente du premier alinéa de l'article 5 des statuts;



8. Modification du registre des actionnaires afin d'y faire figurer les modifications ci-dessus avec pouvoir et autorité à tout administrateur de la Société, agissant individuellement, pour procéder, pour le compte de la Société, à l'échange des actions; et

9. Divers.

B) Que les actionnaires, présents ou représentés, ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux, sont portés sur une liste de présence; cette liste de présence est signée par les actionnaires présents, les mandataires de ceux représentés, les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant.

C) Que les procurations des actionnaires représentés, signées "ne varietur" par les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisée avec lui.

D) Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée et que les actionnaires, présents ou représentés, déclarent avoir été dûment notifiés et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à cette Assemblée et renoncer aux formalités de convocation d'usage, aucune autre convocation n'était nécessaire.

E) Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'Assemblée, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'Assemblée décide de changer la dénomination sociale en "SARANSK GAS S.A." et de modifier subséquemment l'article 1<sup>er</sup> des Statuts afin de lui donner la teneur suivante:

"Il existe une société anonyme sous la dénomination de "SARANSK GAS S.A.", (la "Société"), régie par les présents statuts ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales."

#### *Deuxième résolution*

L'Assemblée décide:

- de supprimer l'indication de la valeur nominale des trois cent dix (310) actions représentatives du capital social; et
- de convertir la devise d'expression du capital social, actuellement fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR), et de l'exprimer dorénavant en dollars US, conformément au taux de change (prix médian) 1,- EUR = 1,13701 USD, disponible au 13 octobre 2015 sur le site internet OANDA, faisant trente-cinq mille deux cent quarante-sept dollars US et trente Cents (35.247,30 USD).

#### *Troisième résolution*

L'Assemblée décide d'augmenter le capital social d'un montant de quatre mille sept cent cinquante-deux dollars US et soixante-dix Cents (4.752,70 USD) afin de le porter de son montant actuel, après conversion, de trente-cinq mille deux cent quarante-sept dollars US et trente Cents (35.247,30 USD) à quarante mille dollars US (40.000,- USD), sans création d'actions nouvelles, mais par l'augmentation du pair comptable des trois cent dix (310) actions existantes.

#### *Libération de l'augmentation de capital*

L'Assemblée reconnaît que l'augmentation de capital ci-avant décidée a été payée intégralement par l'actuel Actionnaire Unique moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme de quatre mille sept cent cinquante-deux dollars US et soixante-dix Cents (4.752,70 USD) est à partir de ce jour à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été prouvé au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

#### *Quatrième résolution*

L'Assemblée décide de fixer la valeur nominale de chaque action à dix dollars US (10,- USD) et d'échanger les trois cent dix (310) actions sans désignation de valeur nominale contre quatre mille (4.000) actions avec une valeur nominale de dix dollars US (10,- USD) chacune.

#### *Cinquième résolution*

En conséquence des résolutions adoptées ci-dessus, l'Assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article 5 des Statuts comme suit:

"Le capital souscrit est fixé à quarante mille dollars UD (40.000,- USD), représenté par quatre mille (4.000) actions avec une valeur nominale de dix dollars US (10,- USD) chacune, entièrement libérées."

#### *Sixième résolution*

L'Assemblée décide de modifier le registre des actionnaires afin de refléter les changements ci-dessus et donne pouvoir et autorise tout administrateur de la Société, agissant individuellement, de procéder, pour le compte de la Société, à l'échange des actions.

Aucun autre point n'étant porté à l'ordre du jour de l'Assemblée et personne ne demandant la parole, le Président a ensuite clôturé l'Assemblée.

*Frais*

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à mille deux cent cinquante euros (EUR 1.250,-).

*Déclaration*

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare par les présentes, qu'à la requête des comparants le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes comparants, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, état civil et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. JASICA, L. KELKERMANS, C. BEERENS, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 5 novembre 2015. 2LAC/2015/24982. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur* (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 6 novembre 2015.

Référence de publication: 2015181419/206.

(150201543) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 novembre 2015.

**Gestion Fiera Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 180.910.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 06 novembre 2015.

Pour copie conforme

*Pour la société*

Maître Carlo WERSANDT

*Notaire*

Référence de publication: 2015181288/14.

(150202341) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 novembre 2015.

**KKR Irish Parent S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 18.596,02.**

Siège social: L-2440 Luxembourg, 59, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 182.099.

In the year two thousand and fifteen, on the second day of November,

before Maître Edouard Delosch, notary, residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared the following:

KKR Fund Holdings L.P., an exempted limited partnership governed by the laws of the Cayman Islands, having its registered office at Maples Corporate Services Limited, Ugland House, PO Box 309, George Town, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands, and entered in the Cayman Islands Register under number MC-27869 (the "Shareholder"),

hereby represented by Alexandre KOCH, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy shall be annexed to the present deed.

The Shareholder has requested the undersigned notary to record that the Shareholder is the sole shareholder of KKR Irish Parent S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of eighteen thousand five hundred ninety-six euro and one cent (EUR 18,596.01), with registered office at 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated following a deed of the undersigned notary of 19 November 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 195 of 22 January 2014 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 182099 (the "Company"). The articles of incorporation of the Company have for the last time been amended following a deed of

the undersigned notary of 5 March 2015 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1060 of 22 April 2015.

The Shareholder, represented as above mentioned, having recognised to be duly and fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

#### *Agenda*

1 To increase the share capital of the Company by an amount of one cent of euro (EUR 0.01) so as to raise it from its present amount of eighteen thousand five hundred ninety-six euro and one cent (EUR 18,596.01) to an amount of eighteen thousand five hundred ninety-six euro and two cent (EUR 18,596.02).

2 To issue one (1) new share with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, having the same rights and privileges as the existing shares.

3 To accept subscription for this new share, with payment of a share premium in a total amount of forty-five thousand four hundred nine euro and twelve cent (EUR 45,409.12) by KKR Fund Holdings L.P. and to accept full payment in cash for these new shares.

4 To amend paragraph 1 of article 5 of the articles of incorporation of the Company, in order to reflect the capital increase.  
has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

#### *First resolution*

The Shareholder resolved to increase the share capital of the Company by an amount of one cent of euro (EUR 0.01) so as to raise it from its present amount of eighteen thousand five hundred ninety-six euro and one cent (EUR 18,596.01) to an amount of eighteen thousand five hundred ninety-six euro and two cent (EUR 18,596.02).

#### *Second resolution*

The Shareholder resolved to issue one (1) new share with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01), having the same rights and privileges as the existing shares.

#### *Subscription - Payment*

Thereupon appeared the Shareholder, represented as above mentioned.

The Shareholder declared to subscribe for one (1) new share with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01), with payment of a share premium in an amount of forty-five thousand four hundred nine euro and twelve cent (EUR 45,409.12) and to fully pay in cash for this new share.

The amount of forty-five thousand four hundred nine euro and thirteen cent (EUR 45,409.13) was thus as from that moment at the disposal of the Company, evidence thereof having been submitted to the undersigned notary.

#### *Third resolution*

The Shareholder resolved to accept said subscription and payment and to allot the new shares according to the above mentioned subscription

#### *Fourth resolution*

The Shareholder resolved to amend paragraph 1 of article 5 of the articles of incorporation of the Company in order to reflect the above resolutions. Said paragraph will from now on read as follows:

“The issued capital of the Company is set at eighteen thousand five hundred ninety-six euro and two cent (EUR 18,596.02) divided into one million eight hundred fifty-nine thousand six hundred two (1,859,602) shares with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each, all of which are fully paid up.”

#### *Expenses*

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at one thousand two hundred euro (EUR 1,200,-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereupon, the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the undersigned notary, this original deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quinze, le deuxième jour du mois de novembre,  
par-devant Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu:

KKR Fund Holdings L.P., une exempted limited partnership, régie par le droit des Iles Caïmans, ayant son siège social à Maples Corporate Services Limited, Ugland House, PO Box 309, George Town, Grand Cayman, KY1-1104, Iles Caïmans, et enregistrée sur le Registre des Iles Caïmans sous le numéro MC-27869,

représenté aux fins des présentes par Alexandre KOCH, demeurant professionnellement à Luxembourg, aux termes d'une procuration donnée sous seing privé.

La prédite procuration restera annexée aux présentes.

L'Associé a requis le notaire instrumentant d'acter que l'Associé est le seul et unique associé de KKR Irish Parent S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de dix-huit mille cinq cent quatre-vingt-seize euros et un centime (EUR 18.596,01), dont le siège social est au 59, rue de Rollingergrund, Grand-Duché de Luxembourg, constituée suivant acte du notaire soussigné en date du 19 novembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 195 du 22 janvier 2014 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 182099 (la «Société»). Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par un acte du notaire soussigné en date du 5 mars 2015, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 1060 du 22 avril 2015.

L'Associé, représenté comme indiqué ci-avant, reconnaissant avoir été dûment et pleinement informé des décisions à intervenir sur base de l'ordre du jour suivant:

#### *Ordre du jour*

1 Augmentation du capital social de la Société à concurrence de un centime d'euro (EUR 0,01) pour le porter de son montant actuel de dix-huit mille cinq cent quatre-vingt-seize euros et un centime (EUR 18.596,01) à un montant de dix-huit mille cinq cent quatre-vingt-seize euros et deux centimes (EUR 18.596,02).

2 Émission d'une (1) part sociale nouvelle d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01), ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes.

3 Acceptation de la souscription de ces nouvelles parts sociales, avec paiement d'une prime d'émission d'un montant total de quarante-cinq mille quatre cent neuf euros et douze centimes (EUR 45.409,12) par KKR Fund Holdings L.P. à libérer intégralement en espèces.

4 Modification de l'alinéa 1 de l'article 5 des statuts de la Société, afin de refléter l'augmentation de capital.

a requis le notaire soussigné d'acter les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'Associé a décidé d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de un centime d'euro (EUR 0,01) pour le porter de son montant actuel de dix-huit mille cinq cent quatre-vingt-seize euros et un centime (EUR 18.596,01) à un montant de dix-huit mille cinq cent quatre-vingt-seize euros et deux centimes (EUR 18.596,02).

#### *Deuxième résolution*

L'Associé a décidé d'émettre une (1) part sociale nouvelle d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01), ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes.

#### *Souscription - Paiement*

Ensuite a comparu l'Associé représenté comme ci-avant indiqué.

L'Associé a déclaré souscrire une (1) part sociale nouvelle d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) avec paiement d'une prime d'émission d'un montant de quarante-cinq mille quatre cent neuf euros et douze centimes (EUR 45.409,12) à libérer intégralement en espèces.

Le montant de quarante-cinq mille quatre cent neuf euros et treize centimes (EUR 45.409,13) a dès lors été à la disposition de la Société, la preuve ayant été rapportée au notaire soussigné.

#### *Troisième résolution*

L'Associé a décidé d'accepter ladite souscription et ledit paiement et d'émettre les parts sociales nouvelles conformément à la souscription ci-dessus mentionnée.

#### *Quatrième résolution*

L'Associé a décidé de modifier l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 5 des statuts de la Société pour refléter les résolutions ci-dessus. Ledit alinéa sera dorénavant rédigé comme suit:

«Le capital émis de la Société est fixé à dix-huit mille cinq cent quatre-vingt-seize euros et deux centimes (EUR 18.596,02) divisé en un million huit cent cinquante-neuf mille six cent deux (1.859.602) parts sociales ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, celles-ci étant entièrement libérées.»

*Frais*

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont évalués à mille deux cents euros (EUR 1.200,-).

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande du même comparant, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au comparant connu du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec, le notaire soussigné, notaire le présent acte.

Signé: A. KOCH, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 03 novembre 2015. Relation: DAC/2015/18625. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

*Le Receveur (signé): THOLL.*

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 09 novembre 2015.

Référence de publication: 2015181440/140.

(150202405) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 novembre 2015.

**Letterone Investment Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 20.001,00.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 181.082.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-ninth day of the month of October.

Before Maître Cosita Delvaux, notary, residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg,

there appeared

Letterone Holdings S.A., a société anonyme, with registered office at 1-3, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg and registered under number RCS Luxembourg B176010,

being the sole shareholder of "Letterone Investment Holdings S.à r.l." (the "Company"), a société à responsabilité limitée having its registered office at 1-3, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, registered under number RCS Luxembourg B181082, incorporated on 17 October 2013 by deed of the undersigned notary, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2999 of 27 November 2013,

represented by Me Namik Ramic, maître en droit, residing in Luxembourg as proxyholder pursuant to a proxy dated 29 October 2015 (such proxy to be registered together with the present deed),

The articles of incorporation of the Company have not yet been amended.

The proxyholder declared and requested the notary to record that:

1. The sole shareholder of the Company holds all twenty thousand (20,000) shares in issue in the Company and so decisions can validly be taken on all items of the agenda.

2. The item on which resolution is to be passed is as follows:

- Increase of the issued share capital of the Company to twenty thousand and one United States Dollars (USD20,001) by the issue of one (1) new share with a nominal value of one United States Dollar (USD1) and a total issue price of three hundred ninety one million three hundred eighty five thousand six hundred and fifty six United States Dollars (USD391,385,656); subscription for such new share by the sole shareholder of the Company and payment of the total issue price by the contribution in kind of claims; acknowledgement of the report of the board of managers of the Company on the valuation of such contribution in kind; approval of the valuation of the contribution in kind; allocation of an amount equal to the nominal value of the new share so issued to the share capital and the balance to the freely distributable share premium of the Company; consequential amendment of the first paragraph of article 5.1 of the articles of incorporation of the Company to read as follows:

“**5.1.** The Company has an issued share capital of twenty thousand and one United States Dollars (USD20,001) represented by a total of twenty thousand and one (20,001) fully paid Shares, each with a nominal value of one United States Dollar (USD 1.00) with such rights and obligations as set forth in the present Articles.”

The foregoing having been approved, it was resolved as follows:

*Sole resolution*

The sole shareholder of the Company resolved to increase the issued share capital of the Company to twenty thousand and one United States Dollars (USD20,001) by the issue of one (1) new share with a nominal value of one United States

Dollar (USD 1) and a total issue price of three hundred ninety one million three hundred eighty five thousand six hundred and fifty six United States Dollars (USD391,385,656).

Thereupon, such new share has been subscribed for by the sole shareholder of the Company, represented as aforementioned, and has been fully paid up by way of the contribution in kind consisting of claims of a total amount of three hundred ninety one million three hundred eighty five thousand six hundred and fifty six United States Dollars (USD391,385,656) against PPE Holdings (Gibraltar) Limited, a company registered in Gibraltar with registered number 113490, whose registered office is at 28 Irish Town, Gibraltar, held by the sole shareholder of the Company.

The sole shareholder of the Company resolved to approve the valuation of the contribution in kind at three hundred ninety one million three hundred eighty five thousand six hundred and fifty six United States Dollars (USD391,385,656) and to acknowledge the report on such contribution in kind from the board of managers of the Company dated 29 October 2015, which shall remain annexed to this deed to be submitted with it for registration, the conclusion of which reads as follows:

“The board of managers of the Company values the Contribution in Kind to be at least equal to the total subscription price of the New Share to be issued by the Company and being USD391,385,656.”

Evidence of the transfer of the contribution in kind was shown to the undersigned notary.

The sole shareholder of the Company resolved to allocate an amount equal to the nominal value of the new share so issued to the share capital and the balance to the freely distributable share premium.

The sole shareholder of the Company finally resolved to amend article 5.1 of the articles of incorporation of the Company to read as set forth in the above agenda.

There being no further items on the agenda, the present decision was closed.

#### *Expenses*

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company are estimated at EUR 7,300.- .

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the party hereto, these minutes are drafted in English followed by a French translation; at the request of the same appearing person in case of divergences between the English and French versions, the English version will prevail.

Done in Luxembourg, on the day before mentioned.

After reading these minutes the appearing party signed together with the notary the present deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède**

L'an deux mille quinze, le vingt-neuvième jour du mois d'octobre.

Par-devant Maître Cosita Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,  
a comparu

Letterone Holdings S.A., une société anonyme, dont le siège social se situe au 1-3, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, et immatriculée sous le numéro RCS Luxembourg B176010,

étant l'associé unique de «Letterone Investment Holdings S.à r.l.» (la «Société»), une société à responsabilité limitée dont le siège social se situe au 1-3, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, immatriculée sous le numéro RCS Luxembourg B181082, constituée le 17 octobre 2013 par acte du notaire soussigné, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2999 du 27 novembre 2013,

représentée par Me Namik Ramic, maître en droit, demeurant à Luxembourg, en tant que mandataire en vertu d'une procuration datée du 29 octobre 2015 (cette procuration devant être enregistrée avec le présent acte),

Les statuts de la Société n'ont encore jamais été modifiés.

Le mandataire a déclaré et requis le notaire d'acter que:

1. L'associé unique de la Société détient la totalité des vingt mille (20.000) parts sociales émises dans la Société et par conséquent des décisions peuvent être prises valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

2. Le point sur lequel une résolution doit être adoptée est le suivant:

- Augmentation du capital social émis de la Société à vingt mille un dollars des États-Unis (20.001 USD) par l'émission d'une (1) nouvelle part sociale d'une valeur nominale d'un dollar des États-Unis (1 USD) et un prix total d'émission de trois cent quatre-vingt-onze millions trois cent quatre-vingt-cinq mille six cent cinquante-six dollars des États-Unis (391.385.656 USD); souscription de cette nouvelle part sociale par l'associé unique de la Société et paiement du prix total d'émission par l'apport en nature de créances; prise d'acte du rapport du conseil de gérance de la Société sur l'évaluation de cet apport en nature; approbation de l'évaluation de l'apport en nature; affectation d'un montant égal à la valeur nominale de la nouvelle part sociale ainsi émise au capital social et du solde, à la prime d'émission librement distribuable de la Société; modification en conséquence du premier paragraphe de l'article 5.1 des statuts de la Société afin qu'il ait la teneur suivante:



« 5.1. La Société a un capital social émis de vingt mille un dollars des États-Unis (20.001 USD) représenté par un total de vingt mille une (20.001) Parts Sociales intégralement libérées, d'une valeur nominale d'un dollar des États-Unis (1,00 USD) chacune et assorties des droits et obligations prévus dans les présents Statuts.»

Ce qui précède ayant été approuvé, il a été décidé ce qui suit:

#### *Résolution unique*

L'associé unique de la Société a décidé d'augmenter le capital social émis de la Société à vingt mille un dollars des États-Unis (20.001 USD) par l'émission d'une (1) nouvelle part sociale d'une valeur nominale d'un dollar des États-Unis (1 USD) et un prix total d'émission de trois cent quatre-vingt-onze millions trois cent quatre-vingt-cinq mille six cent cinquante-six dollars des États-Unis (391.385.656 USD).

À la suite de quoi, cette nouvelle part sociale a été souscrite par l'associé unique de la Société, représenté comme indiqué ci-dessus, et a été intégralement libérée par l'apport en nature composé de créances d'un montant total de trois cent quatre-vingt-onze millions trois cent quatre-vingt-cinq mille six cent cinquante-six dollars des États-Unis (391.385.656 USD) sur PPE Holdings (Gibraltar) Limited, une société immatriculée à Gibraltar sous le numéro 113490, dont le siège social se situe au 28 Irish Town, Gibraltar, détenues par l'associé unique de la Société.

L'associé unique de la Société a décidé d'approuver l'évaluation de l'apport en nature à trois cent quatre-vingt-onze millions trois cent quatre-vingt-cinq mille six cent cinquante-six dollars des États-Unis (391.385.656 USD) et de prendre acte du rapport sur cet apport en nature établi par le conseil de gérance de la Société en date du 29 octobre 2015, lequel restera annexé au présent acte afin d'être soumis avec celui-ci à l'enregistrement, dont la conclusion est la suivante:

«Le conseil de gérance de la Société évalue l'Apport en Nature à un montant au moins égal au prix total de souscription de la Nouvelle Part Sociale devant être émise par la Société et étant de 391.385.656 USD.»

Preuve du transfert de l'apport en nature a été montrée au notaire soussigné.

L'associé unique de la Société a décidé d'affecter un montant égal à la valeur nominale de la nouvelle part sociale ainsi émise au capital social et le solde, à la prime d'émission librement distribuable.

Enfin, l'associé unique de la Société a décidé de modifier l'article 5.1 des statuts de la Société afin qu'il ait la teneur énoncée dans l'ordre du jour ci-dessus.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la présente décision a été clôturée.

#### *Dépenses*

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit qui seront supportés par la Société sont estimés à EUR 7.300,-.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par les présentes qu'à la demande de la partie comparante, le présent procès-verbal est rédigé en anglais, suivi d'une traduction en langue française; à la demande de la même personne comparante, en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture du présent procès-verbal, la partie comparante et le notaire ont signé le présent acte.

Signé: N. RAMIC, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 02 novembre 2015. Relation: 1LAC/2015/34705. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé):* P. MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 09 novembre 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015181451/134.

(150202273) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 novembre 2015.

#### **Lukamar Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1258 Luxembourg, 1, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 201.262.

#### **STATUTES**

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-ninth day of October.

Before Maître Léonie GRETHEN, notary residing at Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg), undersigned.

#### **THERE APPEARED:**

Lionem Sp. z o.o., a Polish limited liability company, formed pursuant to the laws of Poland, with registered office at Warsaw, 02-703, Bukowińska 22B, Poland, incorporated on September 24, 2012 and registered with the Companies Register of Poland under the number 0000434176,

here represented by Mrs Rachida E Farhane, employee, professionally residing in Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg), by virtue of a proxy given under private seal on 23 October 2015.

The said proxy signed "ne varietur" by the attorney and the undersigned notary will remain attached to the present deed, in order to be recorded with it.

The appearing party, represented as above pre-named, requested the undersigned notary to draw up the Constitutive Deed of a private limited company ("société à responsabilité limitée"), as follows:

**Art. 1.** There is hereby established a private limited company ("société à responsabilité limitée"), which will be governed by the laws in force, namely the Companies' Act of August 10, 1915 and by the present articles of association.

**Art. 2.** The company's name is "Lukamar Lux S.à r.l."

**Art. 3.** The purpose of the company is to act as the general partner (associé commandité) of partnerships, including SCSp (sociétés en commandite spéciales) or other entities. In addition, the Company may also be active in the acquisition, the management, the enhancement and the disposal of participations in whichever form in domestic and foreign companies. The company may also contract loans and grant all kinds of support, loans, advances and guarantees to companies, in which it has a direct or indirect participation or which are members of the same group.

It may open branches in Luxembourg and abroad.

Furthermore, the company may acquire and dispose of all other securities by way of subscription, purchase, exchange, sale or otherwise.

It may also acquire, enhance and dispose of patents and licenses, as well as rights deriving therefrom or supplementing them.

In addition, the company may acquire, manage, enhance and dispose of real estate located in Luxembourg or abroad.

In general, the company may carry out all commercial, industrial and financial operations, whether in the area of securities or of real estate, likely to enhance or to supplement the above-mentioned purposes.

**Art. 4.** The registered office of the company is established in the city of Luxembourg.

The address of the registered office may be transferred within the city by simple decision of the manager or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The registered office may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of shareholders deliberating in the manner provided for the amendments of the articles of association.

If extraordinary events of a political or economic nature which might jeopardize the normal activity at the registered office or the easy communication of this registered office with foreign countries occur or are imminent, the registered office may be transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such decision will have no effect on the company's nationality. The declaration of the transfer of the registered office will be made and brought to the attention of third parties by the organ of the company which is best situated for this purpose under the given circumstances.

**Art. 5.** The company is established for an unlimited duration.

**Art. 6.** The corporate capital is set at twelve thousand and five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by twelve thousand and five hundred (12,500) shares of one Euro (EUR 1.-) each.

When and as long as all the shares are held by one person, the articles 200-1 and 200-2 among others of the amended law concerning trade companies are applicable, i.e. any decision of the single shareholder as well as any contract between the latter and the company must be recorded in writing and the provisions regarding the general shareholders' meeting are not applicable.

The company may acquire its own shares provided that they be cancelled and the capital reduced proportionally.

**Art. 7.** The shares are indivisible with respect to the company, which recognizes only one owner per share. If a share is owned by several persons, the company is entitled to suspend the related rights until one person has been designated as being with respect to the company the owner of the share. The same applies in case of a conflict between the usufructuary and the bare owner or a debtor whose debt is encumbered by a pledge and his creditor. Nevertheless, the voting rights attached to the shares encumbered by usufruct are exercised by the usufructuary only.

**Art. 8.** The transfer of shares inter vivos to other shareholders is free and the transfer of shares inter vivos to third parties is conditional upon the approval of the general shareholders' meeting representing at least three quarter of the corporate capital.

The transfer of shares mortis causa to other shareholders or to third parties is conditional upon the approval of the general shareholders' meeting representing at least three quarter of the corporate capital belonging to the survivors.

This approval is not required when the shares are transferred to heirs entitled to a compulsory portion or to the surviving spouse.



If the transfer is not approved in either case, the remaining shareholders have a preemption right proportional to their participation in the remaining corporate capital.

Each unexercised preemption right inures proportionally to the benefit of the other shareholders for a duration of three months after the refusal of approval. If the preemption right is not exercised, the initial transfer offer is automatically approved.

**Art. 9.** Apart from its capital contribution, each shareholder may with the previous approval of the other shareholders make cash advances to the company through the current account. The advances will be recorded on a specific current account between the shareholder who has made the cash advance and the company. They will bear interest at a rate fixed by the general shareholders' meeting with a two third majority. These interests are recorded as general expenses.

The cash advances granted by a shareholder in the form determined by this article shall not be considered as an additional contribution and the shareholder will be recognized as a creditor of the company with respect to the advance and interests accrued thereon.

**Art. 10.** The death, the declaration of minority, the bankruptcy or the insolvency of a shareholder will not put an end to the company. In case of the death of a shareholder, the company will survive between his legal heirs and the remaining shareholders.

**Art. 11.** The creditors, assigns and heirs of the shareholders may neither, for whatever reason, affix seals on the assets and the documents of the company nor interfere in any manner in the management of the company. They have to refer to the company's inventories.

**Art. 12.** The company is managed and administered by one or more managers, whether shareholders or third parties. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers, composed of manager(s) of the category A and manager(s) of the category B.

The mandate of manager is entrusted to him/them until his dismissal ad nutum by the general shareholders' meeting deliberating with a majority of votes.

In case of a single manager, the single manager exercises the powers devolving on the board of managers, and the company shall be validly bound towards third parties in all matters by the sole signature of the manager.

In case of plurality of managers, the company shall be validly bound towards third parties in all matters by the joint signatures of a manager of the category A together with a manager of the category B.

The board of managers can deliberate or act validly only if a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. Meetings of the board of managers may also be held by phone conference or video conference or by any other telecommunication means, allowing all persons participating at such meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the passing of the resolution.

The manager(s) has (have) the broadest power to deal with the company's transactions and to represent the company in and out of court.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers, may appoint attorneys of the company, who are entitled to bind the company by their sole or joint signatures, but only within the limits to be determined by the power of attorney.

**Art. 13.** No manager enters into a personal obligation because of his function and with respect to commitments regularly contracted in the name of the company; as an agent, he is liable only for the performance of his mandate.

**Art. 14.** The collective resolutions are validly taken only if they are adopted by shareholders representing more than half of the corporate capital. Nevertheless, decisions amending the articles of association can be taken only by the majority of the shareholders representing three quarter of the corporate capital.

Interim dividends may be distributed under the following conditions:

- interim accounts are drafted on a quarterly or semi-annual basis,
- these accounts must show a sufficient profit including profits carried forward,
- the decision to pay interim dividends is taken by an extraordinary general meeting of the shareholders.

**Art. 15.** The company's financial year runs from the first of January to the thirty first of December of each year.

**Art. 16.** Each year, as of the thirty first day of December, the management will draw up the annual accounts and will submit them to the shareholders.

**Art. 17.** Each shareholder may inspect the annual accounts at the registered office of the company during the fifteen days preceding their approval.

**Art. 18.** The company may be supervised by one or several supervisory auditors, who need not be shareholders of the company. They will be appointed by the general meeting of shareholders which will fix their number and their remuneration, as well as the term of their office, which must not exceed six years.

In case the number of shareholders exceeds twenty five (25), the supervision of the company must be entrusted to one or more supervisory auditor(s).

Whenever required by law or if the general meeting of shareholders so decides, the company is supervised by one or several approved statutory auditors in lieu of the supervisory auditor(s).

The approved statutory auditors are appointed, pursuant to the related legal provisions, either by the general meeting of shareholders or by the board of managers.

The approved statutory auditors shall fulfil all the duties set forth by the related law.

The supervisory auditors and the approved statutory auditors may be re-appointed.

**Art. 19.** The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the general expenses, the social charges, the amortizations and the provisions represents the net profit of the company.

Each year five percent (5 %) of the net profit will be deducted and appropriated to the legal reserve. These deductions and appropriations will cease to be compulsory when the reserve amounts to ten percent (10 %) of the corporate capital, but they will be resumed until the complete reconstitution of the reserve, if at a given moment and for whatever reasons the latter has been touched. The balance is at the shareholders' free disposal.

**Art. 20.** In the event of the dissolution of the company for whatever reason, the liquidation will be carried out by the management or any other person appointed by the shareholders.

When the company's liquidation is closed, the company's assets will be distributed to the shareholders proportionally to the shares they are holding.

Losses, if any, are apportioned similarly, provided nevertheless that no shareholder shall be forced to make payments exceeding his contribution.

**Art. 21.** With respect to all matters not provided for by these articles of association, the shareholders refer to the legal provisions in force.

**Art. 22.** Any litigation, which will occur during the liquidation of the company, either between the shareholders themselves or between the manager(s) and the company, will be settled, insofar as the company's business is concerned, by arbitration in compliance with the civil procedure.

#### *Transitory disposition*

The first fiscal year will begin now and will end on December 31, 2016.

#### *Subscription and payment*

The articles of association having thus been established, the appearing party, duly represented, declares to subscribe all the twelve thousand and five hundred (12,500) shares of one Euro (EUR 1.-) each.

All the twelve thousand and five hundred (12,500) shares have been paid up in cash to the extent of one hundred percent (100%) so that the amount of twelve thousand and five hundred Euro (EUR 12,500.-) is now at the free disposal of the company, evidence hereof having been given to the undersigned notary.

#### *Expenses*

The amount of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be, incurred or charged to the company as a result of its formation, is approximately valued at one thousand one hundred Euro (EUR 1,100.-).

#### *Resolutions of the sole shareholder*

Immediately after the incorporation of the company, the sole shareholder representing the entire corporate capital has taken the following resolutions:

##### *First resolution*

The following person is appointed as sole manager for an unlimited duration:

- Mr Mark VRIJHOEF, born in Zanstad, the Netherlands, on 12 September 1974 and professionally residing at 1, Rue Jean-Pierre Brasseur, L-1258, Luxembourg.

##### *Second resolution*

The registered office of the company is established at L-1258 Luxembourg, 1, rue Jean-Pierre Brasseur.

##### *Declaration*

The undersigned notary who knows English and French, states herewith that on request of the appearing party, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the attorney, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, he signed together with the notary the present deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quinze, le vingt-neuvième jour du mois d'octobre..

Par-devant Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

**A COMPARU:**

Lionem Sp. z o.o., une société polonaise à responsabilité limitée, constituée selon le droit polonais, avec siège social à Varsovie, 02-703, Bukowińska 22B, Pologne, constituée le 24 septembre 2012 et enregistrée auprès du registre des sociétés polonaises sous le numéro 0000434176, (L'Associé Unique),

ici représentée par Madame Rachida El Farhane, salariée, demeurant professionnellement à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), en vertu d'une procuration sous seing privé donné le 23 octobre 2015.

La prédite procuration, signée "ne varietur" par la mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

La comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentaire de documenter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle constitue par la présente:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois en vigueur et notamment par celle modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que par les présents statuts.

**Art. 2.** La société prend la dénomination de "Lukamar Lux S.à r.l."

**Art. 3.** La société peut agir en tant qu'associé commandité (general partner) de commandites, y compris de SCSp (sociétés en commandites spéciales) ou d'autres sociétés. De plus, la société a pour objet l'acquisition, la gestion, la mise en valeur et l'aliénation de participations, de quelque manière que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises et étrangères. Elle peut aussi contracter des emprunts et accorder aux sociétés, dans lesquelles elle a une participation directe ou indirecte ou qui sont membres du même groupe, toutes sortes d'aides, de prêts, d'avances et de garanties.

Elle peut créer des succursales au Luxembourg et à l'étranger.

Par ailleurs, la société peut acquérir et aliéner toutes autres valeurs mobilières par souscription, achat, échange, vente ou autrement. Elle peut également acquérir, mettre en valeur et aliéner des brevets et licences, ainsi que des droits en dérivant ou les complétant.

De plus, la société a pour objet l'acquisition, la gestion, la mise en valeur et l'aliénation d'immeubles situés tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

D'une façon générale, la société peut faire toutes opérations commerciales, industrielles et financières, de nature mobilière et immobilière, susceptibles de favoriser ou de compléter les objets ci-avant mentionnés.

**Art. 4.** Le siège social est établi à Luxembourg-ville.

L'adresse du siège social peut être transférée à l'intérieur de la ville par simple décision du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

Dans le cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiraient ou seraient imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète des circonstances anormales. Une telle décision n'aura aucun effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert de siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

**Art. 5.** La société est constituée pour une durée indéterminée.

**Art. 6.** Le capital social est fixé à douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales d'un Euro (EUR 1,-) chacune.

Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la loi modifiée sur les sociétés commerciales sont d'application, c'est-à-dire chaque décision de l'associé unique ainsi que chaque contrat entre celui-ci et la société doivent être établis par écrit et les clauses concernant les assemblées générales des associés ne sont pas applicables.

La société peut acquérir ses propres parts à condition qu'elles soient annulées et le capital réduit proportionnellement.

**Art. 7.** Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. S'il y a plusieurs propriétaires d'une part sociale, la société a le droit de suspendre l'exercice des droits afférents,

jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant à son égard, propriétaire de la part sociale. Il en sera de même en cas de conflit opposant l'usufruitier et le nu-propriétaire ou un débiteur et un créancier-gagiste.

Toutefois, les droits de vote attachés aux parts sociales grevées d'usufruit sont exercés par le seul usufruitier.

**Art. 8.** Les cessions de parts entre vifs à des associés sont libres et les cessions de parts entre vifs à des non-associés sont subordonnées à l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant les trois quarts au moins du capital social.

Les cessions de parts à cause de mort à des associés et à des non-associés sont subordonnées à l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant les trois quarts au moins du capital social appartenant aux survivants.

Cet agrément n'est pas requis lorsque les parts sont transmises à des héritiers réservataires, soit au conjoint survivant.

En cas de refus d'agrément dans l'une ou l'autre des hypothèses, les associés restants possèdent un droit de préemption proportionnel à leur participation dans le capital social restant.

Le droit de préemption non exercé par un ou plusieurs associés échoit proportionnellement aux autres associés. Il doit être exercé dans un délai de trois mois après le refus d'agrément. Le non-exercice du droit de préemption entraîne de plein droit agrément de la proposition de cession initiale.

**Art. 9.** A côté de son apport, chaque associé pourra, avec l'accord préalable des autres associés, faire des avances en compte-courant de la société. Ces avances seront comptabilisées sur un compte-courant spécial entre l'associé, qui a fait l'avance, et la société. Elles porteront intérêt à un taux fixé par l'assemblée générale des associés à une majorité des deux tiers. Ces intérêts seront comptabilisés comme frais généraux.

Les avances accordées par un associé dans la forme déterminée par cet article ne sont pas à considérer comme un apport supplémentaire et l'associé sera reconnu comme créancier de la société en ce qui concerne ce montant et les intérêts.

**Art. 10.** Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la société. En cas de décès d'un associé, la société sera continuée entre les associés survivants et les héritiers légaux.

**Art. 11.** Les créanciers, ayants droit ou héritiers des associés ne pourront pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux.

**Art. 12.** La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance, composés de gérant(s) de catégorie A et de gérant(s) de catégorie B.

Le mandat de gérant lui/leur est confié jusqu'à révocation ad nutum par l'assemblée des associés délibérant à la majorité des voix.

En cas de gérant unique, le gérant unique exercera les pouvoirs dévolus au conseil de gérance, et la société sera valablement engagée envers les tiers en toutes circonstances par la seule signature du gérant.

En cas de pluralité de gérants, la société sera valablement engagée envers les tiers en toutes circonstances par la signature conjointe d'un gérant de catégorie A ensemble avec un gérant de catégorie B.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer et/ou agir valablement que si la majorité au moins des gérants est présente ou représentée à une réunion du conseil de gérance. Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Le conseil de gérance peut également être réuni par conférence téléphonique, par vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication, permettant à tous les participants de s'entendre mutuellement. La participation à une réunion tenue dans ces conditions est équivalente à la présence physique à cette réunion.

Le conseil de gérance peut, à l'unanimité, adopter des résolutions par voie circulaire en donnant son accord par écrit, par câble, télégramme, télex, télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit. L'ensemble de ces documents constituera le procès-verbal justifiant de l'adoption de la résolution.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour accomplir les affaires de la société et pour représenter la société judiciairement et extrajudiciairement.

Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut nommer des fondés de pouvoir de la société, qui peuvent engager la société par leurs signatures individuelles ou conjointes, mais seulement dans les limites à déterminer dans la procuration.

**Art. 13.** Tout gérant ne contracte, à raison de sa fonction aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la société; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

**Art. 14.** Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Des dividendes intérimaires peuvent être distribués dans les conditions suivantes:

- des comptes intérimaires sont établis sur une base trimestrielle ou semestrielle,
- ces comptes doivent montrer un profit suffisant, bénéfices reportés inclus,
- la décision de payer des dividendes intérimaires est prise par une assemblée générale extraordinaire des associés.

**Art. 15.** L'exercice social débute le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

**Art. 16.** Chaque année, au trente et un décembre, la gérance établira les comptes annuels et les soumettra aux associés.

**Art. 17.** Tout associé peut prendre au siège social de la société communication des comptes annuels pendant les quinze jours qui précéderont son approbation.

**Art. 18.** La société peut être surveillée par un ou plusieurs commissaires, lesquels ne seront pas nécessairement associés de la société. Ils seront nommés par l'assemblée générale, qui fixera leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six ans.

Si le nombre des associés dépasse vingt-cinq (25), la surveillance de la société doit être confiée à un ou plusieurs commissaire(s).

Chaque fois que la loi le requiert ou si l'assemblée générale le souhaite, la société est contrôlée par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés à la place du (des) commissaire(s).

Les réviseurs d'entreprises agréés sont nommés, selon les stipulations légales afférentes, soit par l'assemblée générale, soit par le conseil de gérance.

Les réviseurs d'entreprises agréés remplissent toutes les tâches prévues par la loi afférente.

Les commissaires et les réviseurs d'entreprises agréés peuvent être réélus.

**Art. 19.** L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais généraux, charges sociales, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la société.

Chaque année, cinq pour cent (5 %) du bénéfice net seront prélevés et affectés à la réserve légale. Ces prélèvements et affectations cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé. Le solde est à la libre disposition des associés.

**Art. 20.** En cas de dissolution de la société pour quelque raison que ce soit, la liquidation sera faite par la gérance ou par toute personne désignée par les associés.

La liquidation de la société terminée, les avoirs de la société seront attribués aux associés en proportion des parts sociales qu'ils détiennent.

Des pertes éventuelles sont réparties de la même façon, sans qu'un associé puisse cependant être obligé de faire des paiements dépassant ses apports.

**Art. 21.** Pour tout ce qui n'est pas prévu par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

**Art. 22.** Tous les litiges, qui naîtront pendant la liquidation de la société, soit entre les associés eux-mêmes, soit entre le ou les gérants et la société, seront réglés, dans la mesure où il s'agit d'affaires de la société, par arbitrage conformément à la procédure civile.

#### *Disposition transitoire*

Le premier exercice commencera aujourd'hui et se terminera le 31 décembre 2016.

#### *Souscription et paiement*

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, la comparante, dûment représentée, déclare souscrire à toutes les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune.

Toutes les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ont été intégralement libérées en espèces de sorte que la somme de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-) est dès à présent à disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

#### *Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution s'élèvent approximativement à la somme de mille cent Euros (1.100 EUR).

#### *Résolutions de l'associé unique*

Immédiatement après la constitution de la société, l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

La personne suivante est nommée gérant unique pour une durée indéterminée:

- Monsieur Mark VRIJOEF, né le 12 septembre 1974 à Zanstad, Pays-Bas, demeurant professionnellement à 1, rue Jean-Pierre Brasseur, L-1258 Luxembourg.

*Deuxième résolution*

Le siège social est établi à L-1258 Luxembourg, 1, rue Jean-Pierre Brasseur.

*Déclaration*

Le notaire soussigné qui comprend l'anglais et le français, déclare par la présente, qu'à la demande de la comparante, le présent document est rédigé en anglais suivi d'une traduction française; à la demande de la même comparante et en cas de divergence entre les deux textes, le texte anglais l'emportera.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg à la date pré-mentionnée.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire, connue du notaire par son nom, prénom, état civil et domicile, elle a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: El Farhane, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 30 octobre 2015. Relation: 1LAC/2015/34398. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

*Le Receveur (signé):* Paul MOLLING.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 6 novembre 2015

Référence de publication: 2015181457/348.

(150201904) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 novembre 2015.

**Fitflop International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1313 Luxembourg, 16, rue des Capucins.

R.C.S. Luxembourg B 157.353.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-ninth of October.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing at Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

**THERE APPEARED:**

FitFlop Limited, a limited liability company governed by the laws of the United Kingdom of England and Wales, having its registered office at 6, New Street Square, étage Eighth Floor, GB-EC4A 3AQ, London and registered with the United Kingdom Companies House under number B 06436347,

hereby represented by Mrs Anne Louise Mansbridge, residing professionally at The Point, 210 New Kings Road, London (United Kingdom) SW6 4NZ, by virtue of a resolution of the Directors dated October 21<sup>st</sup>, 2015.

Which copy of the resolution, after signature “ne varietur” by the proxyholder and the undersigned notary shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated above, is the sole shareholder (the “Sole Shareholder”) of “Fitflop International S.à r.l.” a limited liability company with registered office at 16, rue des Capucins, L-1313 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Company's Register under number B 157.353 and incorporated by deed of Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, on November 25<sup>th</sup>, 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association, number 132 of 22<sup>nd</sup> January 2011. These Articles of Incorporation have not been amended since.

All the twelve thousand five hundred (12,500) shares, with a nominal value of one euro (EUR 1) each, representing the entire subscribed capital of the Company amounting to twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) are duly present or represented at the Meeting, which is thus regularly constituted and can validly deliberate on all the items of the agenda. The Sole Shareholder present or represented declares that he has had due notice of, and has been duly informed of the agenda prior to the Meeting.

The agenda of the meeting is the following:

- 1) Decision to liquidate the Company;
- 2) Appointment of a liquidator and definition of his responsibilities;
- 3) Miscellaneous.

After deliberation, the following resolutions were taken unanimously:

*First resolution*

The Sole Shareholder decides to dissolve the Company and to voluntary put the Company into liquidation (liquidation volontaire).



### *Second resolution*

The Sole Shareholder appoints as liquidator Mr Mathieu CARRIERE, private employee, born in Reims (France) on May 27<sup>th</sup>, 1984, with professional address at 16, rue des Capucins, L-1313 Luxembourg (the "Liquidator").

The Liquidator shall have the broadest powers as set out in articles 144 and following of the co-ordinated law on commercial companies of August 10<sup>th</sup>, 1915 (the "Law"). The Liquidator can also accomplish all deeds foreseen in article 145 of the Law without the prior authorisation of the shareholders' meeting in the cases where it is required.

The Liquidator will be empowered to distribute the assets in specie and will be empowered to make an interim dividend to the Shareholders, which interim dividend may be affected by way of endorsement of any promissory note(s) in the possession of the Company to the Shareholders.

The Liquidator is dispensed from keeping an inventory and can refer to the accounts of the Company.

The Liquidator can, under its own responsibility, and for special and defined operations delegate to one or several proxies parts of its powers which will be defined and for the duration fixed by itself.

The Shareholders further resolve to empower and authorize the Liquidator to make, in its sole discretion, advance payments of the liquidation proceeds (boni de liquidation) to the Shareholders of the Company, in accordance with article 148 of the Law.

Nothing else being on the agenda, the meeting was closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states that upon request of the above appearing persons, this deed is worded in English followed by a French translation and that in case of any divergence between the English and the French text, the English text shall be prevailing.

WHEREOF, this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day appearing at the beginning of this document.

The document having been read and translated to the mandatory, he signed together with us the notary the present original deed.

### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quinze, le onze septembre.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

#### **A COMPARU:**

FitFlop Limited une société à responsabilité limitée régie par la législation du Royaume-Uni, dont le siège social se trouve au 6, New Street Square, étage Eighth Floor, GB-EC4A 3AQ Londres et immatriculée auprès du Companies House du Royaume-Uni sous le numéro B 06436347,

ici représentée par Madame Anne Louise Mansbridge, demeurant professionnellement à The Point, 210 New Kings Road, Londres (Royaume-Uni) SW6 4NZ, en vertu d'une résolution prise par les directeurs en date du 21 octobre 2015;

Laquelle copie de la résolution, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, déclare être le seul associé (l'«Associé Unique») de la société à responsabilité limitée «Fitflop International S. à r.l.», dont le siège social se trouve au 16, rue des Capucins, L-1313 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 157.353 et constituée suivant acte reçu par Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 25 novembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 132 du 22 janvier 2011, dont les statuts n'ont pas été modifiés depuis.

Toutes les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (1.- EUR) chacune, représentant la totalité du capital souscrit de la Société d'un montant de douze mille cinq cents euros (12.500.- EUR) sont présentes ou représentées à l'assemblée qui est par conséquent valablement constituée et peut délibérer sur les points portés à l'ordre du jour. L'associé unique présent ou représenté déclare avoir été dûment convoqué à l'Assemblée et informé de l'ordre du jour.

Que la présente Assemblée Générale Extraordinaire a pour ordre du jour:

- 1) Décisions sur la mise en liquidation de la Société;
- 2) Nomination d'un liquidateur et définition de ses responsabilités;
- 3) Divers.

Suite à cet ordre du jour, les résolutions suivantes ont été prises par l'associé unique:

#### *Première résolution*

L'Associé Unique décide la dissolution de la Société et de mettre volontairement la Société en liquidation (liquidation volontaire).

#### *Deuxième résolution*

L'Associé Unique désigne comme liquidateur Monsieur Mathieu CARRIERE, employé privé, né à Reims (France) le 27 mai 1984, ayant pour adresse professionnelle 16, rue des Capucins, L-1313 Luxembourg (le «Liquidateur»).

Le Liquidateur a les pouvoirs les plus étendus, prévus par les articles 144 et suivants de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 telle que modifiée (la «Loi»). Il peut accomplir les actes prévus à l'article 145 de la Loi sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans les cas où elle est requise.

Le Liquidateur a le droit de distribuer les actifs en espèces et également de verser aux actionnaires dans l'intérêt de la société des avances sur le produit de la liquidation, lesquelles distributions d'avances pourront être réalisées par l'endossement de billets à ordre détenus par la Société au profit de ses Associés.

Le Liquidateur est dispensé de dresser inventaire et peut s'en référer aux écritures de la société.

Il peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixe.

Les Associés décident en outre d'autoriser le Liquidateur, à sa seule discrétion à verser des acomptes sur le boni de liquidation, aux Associés de la Société conformément à l'article 148 de la Loi.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur demande de la comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française. A la demande de la comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite donnée au mandataire, connu du notaire par nom, prénoms usuels, états et demeures, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: A. L. Mansbridge et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 2 novembre 2015. Relation: 2LAC/2015/24653. Reçu douze euros Eur 12.-

*Le Receveur* (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 9 novembre 2015.

Référence de publication: 2015181258/114.

(150202269) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 novembre 2015.

---

**L'Ecluse Investissements S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 100.000,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 166.639.

---

Les comptes au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour L'Ecluse Investissements S.à r.l.*

Référence de publication: 2015185444/10.

(150206563) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 novembre 2015.

---

**Patron Turner S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 20.000,00.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 196.686.

---

Il est à noter que l'associé unique de la Société a changé son dénomination sociale de «Patron Investments IV S.à r.l.» en «Patron Capital Investments S.à r.l.» en date du 29 octobre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

La Société

Référence de publication: 2015182529/12.

(150202776) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 novembre 2015.

---